

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(92)448

Vol. 1992/9005

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

SEC(92) 448 final

Bruxelles, le 12 mars 1992

Proposition de

DECISION DU CONSEIL

relative à la position communautaire à adopter sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, organisée à Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992.

(présentée par la Commission)

CONFIDENCIAL

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

EMHETEYTIKO

VERTRAULICH

FORTROLIGT

Exposé des motifs

Objet : Proposition de décision du Conseil

relative à la position communautaire à adopter sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction, organisée à Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992.

1. La 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) se tiendra à Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992.

2. Vu les effets des décisions prises par la conférence des parties sur l'application du règlement (CEE) No 3626/82 (1) du Conseil, il faut que conformément à l'article 113 du Traité, une position communautaire soit adoptée sur les propositions soumises à la conférence des parties.

3. Malheureusement, le secrétariat de la Convention n'a pas été en mesure de transmettre toutes les propositions dans des délais suffisants pour que la Communauté puisse décider de positions communautaires sur toutes les questions avant le début de la conférence des parties.

La Commission propose donc que le Conseil prenne ces décisions pour les questions les plus controversées qui figurent à l'ordre du jour de la réunion, et que la position communautaire sur les autres propositions soient établies au cours de la réunion, en se fondant sur les propositions faites dans ce but par la Commission.

(1) JO L n° 384 du 31.01.1982.

CONFIDENTIEL

DECISION DU CONSEIL

relative à la position communautaire
sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion
de la conférence des parties à la convention
sur le commerce international des espèces
de faune et de flore sauvages, organisée à
Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment
son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que la convention sur le commerce international des espèces de
faune et de flore sauvages est mise en application dans la Communauté par
le règlement (CEE) No 3626/82 (1) du Conseil;

considérant que des propositions de résolution et de modification des
annexes de la Convention sont susceptibles d'avoir des répercussions sur le
règlement;

considérant que la Communauté n'est pas encore partie contractante à la
Convention bien qu'une modification dans ce sens ait été présentée depuis
1983 à l'accord des parties contractantes;

(1) JO L n° 384 du 31.12.1982, p. 1.

Considérant que dans ces circonstances particulières il revient aux Etats membres agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'intervenir sur ces propositions, dans le cadre d'une position commune à fixer par le Conseil;

DECIDE :

Article premier

La position que doivent prendre les Etats membres agissant au nom et pour le compte de la Communauté lors de la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction seront conformes à celles qui figurent à l'annexe de la présente décision.

Article 2

1. Si des informations techniques et scientifiques nouvelles présentées avant ou pendant la réunion de la conférence des parties sont susceptibles d'avoir des répercussions sur la position visée à l'article premier, celle-ci sera révisée en conséquence et une nouvelle position sur la proposition concernée sera établie avant que la conférence des parties ne soit appelée à voter à son sujet.
2. La position visée à l'article 1 sur les propositions qui ne font pas l'objet d'une telle position dans l'annexe sera établie avant que la conférence des parties ne soit appelée à voter à leur sujet.
3. Toute révision de la position visée à l'article premier, et l'établissement des positions visées à l'article 2, seront fondés sur une proposition de la Commission et adoptés à la majorité qualifiée.
4. S'il n'y a pas de majorité qualifiée pour soutenir ou rejeter une proposition, les Etats membres s'abstiendront.

Fait à Bruxelles,

Par le Conseil,

ANNEXE à la décision du Conseil du relative à la position communautaire sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

1. Mise en oeuvre de la Convention dans la Communauté économique européenne

1.1. Le Paraguay et l'Uruguay ont tous deux soumis à la conférence des parties un projet de résolution fondé sur l'allégation que les efforts de conservation des pays exportateurs d'animaux et de plantes sauvages sont compromis par la mise en oeuvre insuffisante par "certains membres" de la Communauté des contrôles commerciaux nécessaires.

1.2. Les résolutions sont formulées différemment, mais toutes deux demandent:

- des vérifications des documents de réexportation délivrés par les Etats membres de la Communauté effectuées par d'autres parties avec les autorités de gestion des pays déclarés comme étant les pays d'origine ou avec le secrétariat;
- une évaluation par le secrétariat de la mise en oeuvre par la Communauté, à soumettre à la prochaine réunion de la conférence des parties;
- la non-ratification de la modification de la convention proposée en 1983 permettant l'adhésion de la Communauté".

1.3. La première recommandation concerne toutes les parties et non pas, assurément, la seule Communauté. La question a été suffisamment traitée dans les résolutions de la Conf. No 3.9, 6.3 et 6.4.

La deuxième recommandation est inappropriée parce que la Communauté n'est pas partie à la Convention et en conséquence n'est pas tenue de l'appliquer.

La troisième recommandation ne va pas dans le sens des objectifs de la convention. Tant que la Communauté n'est pas partie elle n'est pas liée par la convention et en l'absence de législation communautaire, les Etats membres ne seraient pas en mesure d'appliquer individuellement la convention.

1.4. Les Etats membres agissant au nom de la Communauté s'efforceront de faire retirer les propositions et, en cas d'échec, voteront contre elles.

2. Transfert des populations d'éléphants d'Afrique à l'annexe II

2.1. Les Etats membres agissant au nom de la Communauté soumettront le transfert des populations du Botswana, de Namibie, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe à l'annexe II, justifié pour des raisons biologiques.

2.2. Cependant, étant donné les effets néfastes que l'on peut attendre d'une réouverture partielle du commerce de l'ivoire sur les populations de l'annexe I (augmentation du braconnage et du commerce illégal), les Etats membres refuseront le transfert de ces populations à moins que les pays concernés décident de ne pas pratiquer le commerce de l'ivoire, une décision qui devrait se refléter dans l'interprétation des annexes I et II par l'indication qu'il y aura un quota zéro pour l'ivoire. Certains signes portent à croire que les pays concernés sont prêts à accepter ce compromis.

2.3. Les Etats membres agissant au nom de la Communauté réviseront cette position après qu'il aura été déterminé si les recommandations correspondantes du Jury d'experts sont respectées.

2.4. Les Etats membres agissant au nom de la Communauté rejeteront les propositions de transfert des populations du Malawi et de Zambie à l'annexe I, qui n'ont pas de justification biologique.

3. Proposition du Botswana, du Malawi, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe d'inclure le hareng dans l'annexe I

3.1. Il est clair que la proposition a été faite pour montrer que les pays développés ont d'autres problèmes à résoudre que la conservation de l'éléphant d'Afrique dans des pays qui ont démontré une gestion adéquate de cette ressource.

La proposition en tant que telle est toutefois dépourvue des données nécessaires pour répondre aux critères établis à Berne concernant l'inclusion d'espèces dans l'annexe I, et les Etats membres agissant au nom de la Communauté doivent donc la rejeter.

4. Proposition de la Suède de faire figurer à l'annexe I la liste des réserves de thon rouge de l'Atlantique Ouest et à l'annexe II celle de l'Atlantique Est

- Lors de sa 12ème réunion annuelle (Madrid, novembre 1991), la Commission internationale pour la conservation des thonides de l'Atlantique (CICTA) a renforcé ses recommandations existantes pour la gestion des réserves de l'Atlantique Ouest (dont l'inclusion est proposée à l'annexe I), suggérant d'importantes réductions des TAC (total admissible des captures) et l'application de mesures de conservation (compensation des dépassements de quotas par la réduction des quotas ultérieurs et interdiction de capturer et de débarquer les jeunes).

- Seules de petites quantités de thon rouge sont importées par l'Italie, la Grèce et l'Espagne. Le Japon est le principal pays consommateur.

- Compte tenu des mesures ci-dessus, l'inclusion dans les Annexes CITES ne semble pas appropriée.

- Les Etats membres agissant au nom de la Communauté rejeteront l'inclusion à la fois des réserves de l'Atlantique Ouest et de celles de l'Atlantique Est dans l'annexe I ou II.

5. Propositions concernant les bois exotiques

- inclusion dans l'annexe I de Dalbergia nigra, proposée par le Brésil;
- inclusion dans l'annexe II de:
 - Intsia, proposée par le Danemark et les Pays-bas;
 - Pericopsis elata, proposée par le Danemark et le Royaume-Uni;
 - Swietenia, proposée par le Costa Rica et les Etats-Unis;
 - Gonystylus bancanus, proposée par le Danemark et les Pays-Bas.

5.1. Les propositions ci-dessus ont soulevé des questions de compétence : compétence de la CITES par rapport à d'autres conventions internationales telles que l'O.E.T.

5.2. L'inclusion des espèces de faune et de flore sauvages dans les annexes CITES doit être envisagée en fonction des besoins de conservation et des avantages qui découlent de cette inclusion.

5.3. Si de tels besoins et de tels avantages existent, et si la majorité des pays de l'aire de répartition des espèces proposées ne s'oppose pas à leur inclusion, les Etats membres agissant au nom de la Communauté soutiendront les propositions concernées.

5.4. Si cette majorité n'apparaît pas, les Etats membres agissant au nom de la Communauté rejeteront les propositions concernées; l'Etat membre qui aura présenté une telle proposition la retirera.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

SEC(92) 448 endg.

Brüssel, den 12. März 1992

Vorschlag für einen

BESCHLUSS DES RATES

über den zu vertretenden gemeinschaftlichen Standpunkt zu bestimmten Vorschlägen, die auf der 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen (CITES) vom 2. bis 13. März 1992 in Kyoto vorzulegen sind.

(von der Kommission vorgelegt)

Begründung

Betrifft: Vorschlag für einen Beschluss des Rates

über den zu vertretenden gemeinschaftlichen Standpunkt der Mitgliedstaaten zu Vorschlägen, die auf der 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen vom 2. bis 13. März 1992 in Kyoto vorgelegt werden sollen.

1. Die 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen (CITES) findet vom 2. bis 13. März 1992 in Kyoto statt.
2. Angesichts der Beschlüsse der Konferenz der Parteien über die Durchführung der Verordnung des Rates (EWG) Nr. 3626/82 (1) ist auf der Grundlage von Artikel 113 EWG-Vertrag ein gemeinschaftlicher Standpunkt über die der Konferenz der Parteien vorzulegenden Vorschläge zu vertreten.
3. Leider war es dem Sekretariat des Übereinkommens nicht möglich, alle Vorschläge frühzeitig genug zu übermitteln, um der Gemeinschaft vor dem Beginn der Konferenz der Parteien die Festlegung gemeinschaftlicher Standpunkte zu allen Fragen zu erlauben.

Die Kommission schlägt deshalb vor, dass der Rat über die dringendsten Punkte auf der Tagesordnung einen solchen Beschluss fasst und der gemeinschaftliche Standpunkt zu den übrigen Punkten auf der Sitzung und auf Grund der von der Kommission hierzu ausgearbeiteten Vorschläge festgelegt wird.

(1) ABI. Nr. L 384 vom 31. 12. 1982

VERTRAULICH

BESCHLUSS DES RATES

über den zu vertretenden gemeinschaftlichen Standpunkt zu bestimmten Vorschlägen, die auf der 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen vom 2. bis 13. März 1992 in Kyoto vorzulegen sind

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN,

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

Auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Das Übereinkommen über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen ist in der Gemeinschaft mit Hilfe der Verordnung (EWG) Nr. 3626/82 (1) durchgeführt worden.

Vorschläge für Entschliessungen und Änderungen der Anhänge des Übereinkommens fallen in den Geltungsbereich dieser Verordnung.

Die Gemeinschaft ist noch nicht Vertragspartei dieses Übereinkommens, obwohl eine diesbezügliche Änderung den Vertragsparteien bereits seit 1983 zur Annahme vorliegt.

(1) ABl. Nr. L 384 vom 31.12.1982, S. 1

Unter diesen besonderen Umständen liegt es an den im Namen und für die Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten, auf Grund eines Standpunktes, der vom Rat festgelegt wird, hinsichtlich dieser Vorschläge zu handeln -

BESCHLIESST:

Artikel 1

Der von den im Namen und für die Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten auf der 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen einzunehmenden Standpunkt muß dem im Anhang zu diesem Beschluss festgelegten Standpunkt entsprechen.

Artikel 2

1. Könnte der in Artikel 1 genannte Standpunkt durch wissenschaftliche oder technische Informationen, die vor oder auf der Tagung der Konferenz der Parteien eingereicht werden, beeinflusst werden, so wird dieser nochmals überprüft und ein neuer Standpunkt zu diesem Vorschlag festgelegt, bevor die Konferenz der Parteien darüber abzustimmen hat.
2. Zu Vorschlägen, für die der Anhang keinen gemeinsamen Standpunkt enthält, ist der in Artikel 1 genannte Standpunkt festzulegen, bevor die Konferenz der Parteien darüber abzustimmen hat.
3. Jede Überprüfung des Standpunktes nach Artikel 1 und die Festlegung solcher Standpunkte nach Absatz 2 erfolgt auf Vorschlag der Kommission und wird mit qualifizierter Mehrheit beschlossen.
4. Kommt keine qualifizierte Mehrheit für oder gegen einen Vorschlag zu Stande, so enthalten sich die Mitgliedstaaten bei der Abstimmung ihrer Stimme.

Geschehen zu Brüssel,

Im Namen des Rates,

ANHANG zum Beschluss des Rates vom über den zu vertretenden gemeinschaftlichen Standpunkt zu bestimmten Vorschlägen, die auf der 8. Konferenz der Parteien zum internationalen Übereinkommen über den Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen vorzulegen sind.

1. Durchführung des Übereinkommens in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft

1.1. Paraguay und Uruguay legten der Konferenz der Parteien einen Entwurf vor, in dem es heisst, die Erhaltungsanstrengungen der Länder, die freilebende Tiere und Pflanzen ausführen, würden durch ungenügende Durchführung der erforderlichen Kontrollen des Handels durch "bestimmte Mitglieder" der Gemeinschaft zunichte gemacht.

1.2. Die beiden Entschliessungen sind unterschiedlich abgefasst, doch verfolgen sie die gleichen Ziele:

- Prüfung der von Mitgliedsländern der Gemeinschaft ausgestellten Wiederausfuhrdokumente durch andere Parteien zusammen mit der Vollzugsbehörde des angegebenen Landes oder dem Sekretariat
- Beurteilung der Massnahmen der Gemeinschaft zur Durchführung des Übereinkommens durch das Sekretariat und Vorlage dieser Beurteilung auf der nächsten Tagung der Konferenz der Parteien
- Nichtratifizierung der Änderungen von 1983, die den Beitritt der Gemeinschaft zu diesem Übereinkommen ermöglichen.

1.3. Die erste Empfehlung betrifft alle Parteien und sicherlich nicht nur die Gemeinschaft. Diese Frage wurde in den Entschliessungen Conf. 3.9., Conf. 6.3. und Conf. 6.4. ausreichend behandelt.

Die zweite Empfehlung ist nicht angebracht, weil die Gemeinschaft nicht Vertragspartei des Übereinkommens ist und es deshalb nicht anwenden muss.

Die dritte Empfehlung ist nicht im Interesse der Ziele des Übereinkommens. Solange die Gemeinschaft nicht Vertragspartei ist, ist sie durch das Übereinkommen nicht gebunden, und ohne Gemeinschaftsvorschriften sind die Mitgliedstaaten nicht dazu fähig, dieses im Alleingang durchzuführen.

- 1.4. Die im Namen der Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten bemühen sich, den Rückzug der Vorschläge zu erreichen, und, falls dies nicht gelingt, stimmen sie dagegen.

2. Übertragung von Populationen des Afrikanischen Elefanten in Anhang II

- 2.1. Die im Namen der Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten unterstützen die Übertragung der Populationen Botswanas, Namibias, Südafrikas und Zimbabwes in Anhang II, wenn dies biologisch gerechtfertigt ist.
- 2.2. Angesichts der negativen Auswirkungen einer teilweisen Wiederaufnahme des Elfenbeinhandels auf die Populationen in Anhang I (Zunahme des Wilderns und widerrechtlichen Handels) lehnen die Mitgliedstaaten die Übertragung dieser Populationen jedoch ab, sofern die betreffenden Länder sich nicht verpflichten, keinen kommerziellen Elfenbeinhandel zu treiben; diese Verpflichtung sollte sich auf die Auslegung der Anhänge I und II dadurch auswirken, dass die Elfenbeinquote auf Null festgelegt wird. Es gibt Angaben dafür, dass die beteiligten Länder diesen Kompromiss annehmen könnten.
- 2.3. Die im Namen der Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten verpflichten sich, diesen Standpunkt auf der Grundlage der künftigen Beurteilung der Frage neu zu prüfen, ob die einschlägigen Empfehlungen der Sachverständigengruppe erfüllt sind.
- 2.4. Die im Namen der Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten lehnen die Übertragung der Populationen Malawis und Zambias in Anhang II, die biologisch nicht gerechtfertigt ist, ab.

Vorschlag Botswanas, Sambias und Simbabwe zur Aufnahme des Herings in Anhang I

3.1. Der Vorschlag ist eindeutig darauf ausgerichtet, zu zeigen, dass die industrialisierten Länder andere Probleme haben als die Erhaltung des Afrikanischen Elefanten in Ländern, die gezeigt haben, dass sie diese Ressource selbst verwalten können.

Dem Vorschlag fehlen jedoch die zur Einhaltung des Übereinkommens von Bern notwendigen Daten bezüglich der Einstufung der Art in Anhang I, so dass die im Namen der Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten diesen Vorschlag ablehnen.

4. Schwedischer Vorschlag zur Einstufung der westatlantischen Bestände des roten Thuns in Anhang I und der ostatlantischen Bestände in Anhang II

- Auf ihrer 12. Tagung vom November 1991 in Madrid verstärkte die Internationale Kommission für die Erhaltung des atlantischen Thunfisches (ICCAT) die bereits erlassenen Empfehlungen für die Nutzung der westatlantischen Bestände (deren Aufnahme in Anhang I vorgeschlagen wird) und schlug bedeutende Verminderungen der insgesamt zulässigen Fänge sowie die Versärfung der Schutzmassnahmen vor (Kompensation von überschrittenen Quoten durch Verminderung der darauffolgenden Quoten und Verbot des Fangs und Anlandbringens von Jungfischen).
- Italien, Griechenland und Spanien führen nur geringe Mengen Thunfisch ein. Das wichtigste Verbraucherland ist Japan.
- Angesichts der obenerwähnten Massnahmen erscheint die Aufnahme in CITES nicht geeignet.
- Die im Namen der Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten lehnen die Aufnahme sowohl der west- als auch der ostatlantischen Bestände in Anhang I oder II ab.

5. Vorschläge für tropische Hölzer

Aufnahme von Dalbergia nigra in Anhang I auf Vorschlag Brasiliens

- Aufnahme folgender Arten in Anhang II:

- Intsia spp. auf Vorschlag Dänemarks und der Niederlande

- Pericopsis elata auf Vorschlag Dänemarks und des Vereinigten Königreichs

- Swietenia spp. auf Vorschlag von Costa Rica und des Vereinigten Königreichs

- Gonystylus bancanus auf Vorschlag Dänemarks und der Niederlande

5.1 Die oben dargelegten Vorschläge haben Fragen der Zuständigkeit aufgeworfen: Abgrenzung der Zuständigkeit von CITES gegenüber anderen internationalen Vereinbarungen wie ITTO.

5.2 Die Einstufung freilebender Tier- und Pflanzenarten in den Anhängen des CITES ist unter Berücksichtigung des Schutzbedarfs und des Nutzens dieser Einstufung vorzunehmen.

5.3 Sind ein solcher Bedarf und Nutzen tatsächlich vorhanden und widersetzen sich die Arealstaaten dieser Aufnahme nicht mehrheitlich, so unterstützen die im Namen der Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten diesen Vorschlag.

5.4 Kommt eine solche Mehrheit nicht zustande, so lehnen die im Namen der Gemeinschaft handelnden Mitgliedstaaten den Vorschlag ab oder ziehen ihn - falls er von einem Mitgliedstaat eingereicht wurde - zurück.

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

SEC(92) 448 def.

Bruxelles, 12 marzo 1992

Proposta di

DECISIONE DEL CONSIGLIO

relativa alla posizione comunitaria su determinate proposte presentate alla 8a riunione della conferenza delle parti della convenzione sul commercio internazionale delle specie di flora e di fauna selvatiche minacciate di estinzione, Kyoto, Giappone, 2-13 marzo 1992.

(presentata dalla Commissione)

Relazione

Oggetto: Proposta di decisione del Consiglio

relativa alla posizione comunitaria su determinate proposte presentate alla 8a riunione della conferenza delle parti della convenzione sul commercio internazionale delle specie di flora e di fauna selvatiche minacciate di estinzione, Kyoto, Giappone, 2-13 marzo 1992.

1. L'8a riunione della conferenza delle parti della convenzione sul commercio internazionale delle specie di flora e di fauna selvatiche minacciate di estinzione (CITES) si terrà a Kyoto, Giappone, dal 2 al 13 marzo 1992.
2. In considerazione degli effetti delle decisioni adottate dalla conferenza delle parti in merito all'attuazione del regolamento (CEE) n.3626/82 del Consiglio⁽¹⁾, è necessario che, in base all'articolo 113 del trattato, sia adottata una posizione comunitaria in merito alle proposte presentate alla conferenza delle parti.
3. Sfortunatamente il segretariato della convenzione non è stato in grado di trasmettere tutte le proposte entro il termine necessario alla Comunità per decidere sulle posizioni comunitarie in relazione a tutte le questioni prima dell'inizio della riunione della conferenza delle parti.

La Commissione propone perciò che il Consiglio adotti una tale decisione sulle questioni maggiormente controverse iscritte all'ordine del giorno della riunione e che vengano stabilite posizioni comunitarie sulle restanti proposte nel corso della riunione e sulla base delle proposte in tal senso della Commissione.

(1) GU n. L 384 del 31.12.1982, pag.1.

RISERVATO

DECISIONE DEL CONSIGLIO

relativa alla posizione comunitaria su determinate proposte presentate alla 8a riunione della conferenza delle parti della convenzione sul commercio internazionale delle specie di flora e di fauna selvatiche, organizzata a Kyoto (Giappone) dal 2 al 13 marzo 1992.

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 113,

vista la proposta della Commissione,

considerando che la convenzione sul commercio internazionale delle specie di flora e di fauna selvatiche è applicata nella Comunità in forza del regolamento (CEE) n. 3626/82⁽¹⁾ del Consiglio;

considerando che proposte di risoluzione e di modifica degli allegati della convenzione potrebbero avere ripercussioni sul regolamento;

considerando che la Comunità non è ancora parte contraente della convenzione, sebbene una modifica in tal senso sia stata sottoposta all'approvazione delle parti contraenti dal 1983;

(1) GU n. L 384 del 31.12.1982, pag.1.

considerando che, data la particolare situazione, compete agli Stati membri, che agiscono in nome e per conto della Comunità, intervenire in ordine a queste proposte, nel quadro di una posizione che deve essere stabilita dal Consiglio;

DECIDE:

Articolo 1

La posizione che gli Stati membri, i quali agiscono in nome e per conto della Comunità, devono adottare all'8a riunione della conferenza delle parti della convenzione sul commercio internazionale delle specie di flora e di fauna selvatiche minacciate di estinzione, saranno conformi alle posizioni che figurano nell'allegato della presente decisione.

Articolo 2

1. Se nuove informazioni tecniche e scientifiche presentate prima o durante la riunione della conferenza delle parti possono avere ripercussioni sulla posizione di cui all'articolo 1, quest'ultima sarà riveduta in modo corrispondente e verrà stabilita una nuova posizione sulla proposta in questione prima che la conferenza sia convocata per deliberare sulla stessa.
2. La posizione di cui all'articolo 1, in merito alle proposte che non sono oggetto di tale posizione nell'allegato, sarà stabilita prima che la conferenza delle parti sia convocata per deliberare sulle stesse.
3. Ogni revisione della posizione di cui all'articolo 1, nonché la determinazione delle posizioni di cui all'articolo 2, saranno basate su una proposta della Commissione e adottate a maggioranza qualificata.
4. In mancanza di una maggioranza qualificata a favore o contro una proposta, gli Stati membri si asterranno.

Fatto a Bruxelles, addì

Per il Consiglio

ALLEGATO della decisione del Consiglio delrelativa alla posizione comunitaria su determinate proposte presentate alla 8a riunione della conferenza delle parti della convenzione sul commercio internazionale delle specie di flora e di fauna selvatiche minacciate di estinzione.

1. Applicazione della convenzione nella Comunità economica europea

1.1 Sia il Paraguay sia l'Uruguay hanno presentato alla conferenza delle parti un progetto di risoluzione basato sull'asserzione secondo cui l'impegno dei paesi esportatori di fauna selvatica a favore della conservazione sarebbe vanificato dalla carente applicazione dei necessari controlli commerciali da parte di "certi membri" della Comunità.

1.2 Sia pure con diversa formulazione, entrambe le risoluzioni prevedono:

- la possibilità per le altre parti di controllare i documenti di riesportazione, rilasciati dagli Stati membri della Comunità, insieme agli organi di gestione del paese cui si riferisce la dichiarazione di origine o al segretariato;
- una valutazione del segretariato sullo stato di applicazione da parte della Comunità, che deve essere presentata alla prossima riunione della conferenza delle parti;
- che non sia ratificato l'emendamento del 1983 alla convenzione con il quale viene ammessa l'adesione della Comunità.

1.3 La prima raccomandazione riguarda tutte le parti e non solo la Comunità. La questione è stata affrontata in modo adeguato dalle risoluzioni Conf. 3.9, Conf. 6.3 e Conf. 6.4.

La seconda raccomandazione è impropria, in quanto la Comunità, non essendo parte della convenzione, non è obbligata a darvi applicazione.

La terza raccomandazione si pone in contrasto con gli obiettivi della convenzione. Fino a quando la Comunità non ne è parte, non può essere vincolata dalla convenzione e, senza una legislazione comunitaria, gli Stati membri non sarebbero in grado singolarmente di dare applicazione alla convenzione.

1.4 Gli Stati membri cercheranno in nome della Comunità di ottenere il ritiro delle proposte e, se ciò non dovesse avvenire, esprimeranno il loro voto contrario.

2. Il trasferimento nell'appendice II delle popolazioni di elefanti africani.

2.1 Gli Stati membri sostengono in nome della Comunità, il trasferimento nell'appendice II delle popolazioni di Botswana, Namibia, Sudafrica e Zimbabwe, fondata su giustificazioni biologiche.

2.2 Tenuto conto tuttavia degli effetti negativi sulle popolazioni di cui all'appendice I (aumento del bracconaggio e del commercio illegale) prevedibili a seguito di una parziale riammissione del commercio dell'avorio, gli Stati membri respingono il trasferimento di tali popolazioni, a meno che i paesi interessati si impegnino ad astenersi dal commercio dell'avorio: un impegno che dovrebbe tradursi nell'interpretazione delle appendici I e II, con l'indicazione che la quota di avorio sarà pari a zero. Si hanno elementi per ritenere che esista la disponibilità dei paesi interessati ad aderire a tale compromesso.

2.3 Gli Stati membri si impegnano in nome della Comunità a riconsiderare la loro posizione sulla base della futura valutazione della questione, a prescindere dall'accoglimento delle raccomandazioni formulate dal gruppo di esperti.

2.4 Gli Stati membri respingono in nome della Comunità le proposte di trasferimento nell'appendice II delle popolazioni del Malawi e dello Zambia per le quali non sussista alcuna giustificazione biologica.

3. La proposta di Botswana/Malawi/Namibia/Zambia/Zimbabwe di inserire l'aringa nell'appendice I.

3.1 E' evidentemente una proposta intesa a dimostrare che i paesi sviluppati dovrebbero occuparsi di ben altri problemi che la conservazione dell'elefante africano in paesi che hanno dimostrato di saper adeguatamente amministrare le proprie risorse.

La proposta in sé, tuttavia, non essendo corredata dei dati necessari, non soddisfa i requisiti prescritti dalla convenzione di Berna per l'inserimento delle specie nell'appendice I e sarà quindi respinta dagli Stati membri in nome della Comunità.

4. La proposta svedese di inserire le popolazioni di tonno rosso dell'Atlantico occidentale nell'appendice I e quelle dell'Atlantico orientale nell'appendice II.

- Nella sua 12a riunione annuale (Madrid, novembre 1991), la Commissione internazionale per la conservazione dei tonni dell'Atlantico (ICCAT) ha potenziato le raccomandazioni esistenti per la gestione delle popolazioni dell'Atlantico occidentale (di cui viene proposto l'inserimento nell'appendice I) proponendo significative riduzioni del TAC (totale delle catture ammesse), nonché l'imposizione di misure conservative (compensazione delle eccedenze di quota con una riduzione delle quote successive e divieto della cattura e sbarco di novellame).

- Solo ridotte quantità di tonno rosso vengono importate dall'Italia, dalla Grecia e dalla Spagna. Il Giappone è il maggiore paese consumatore.

- In considerazione delle misure sopramenzionate, non sembra opportuno un inserimento nel CITES.

- Gli Stati membri respingono in nome della Comunità l'inserimento nell'appendice II sia delle popolazioni dell'Atlantico occidentale sia di quelle dell'Atlantico orientale.

5. Proposte riguardanti i legni tropicali.

- Inserimento nell'appendice I della Dalbergia nigra, proposto dal Brasile;
- Inserimento nell'appendice II di:
 - Intsia spp., proposto da Danimarca e Paesi Bassi;
 - Pericopsis elata, proposto da Danimarca e Regno Unito;
 - Swietenia spp., proposto da Costa Rica e Stati Uniti;
 - Gonystylus bancanus, proposto da Danimarca e Paesi Bassi.

5.1 Le proposte di cui sopra hanno suscitato questioni di competenza: la definizione delle competenze della CITES rispetto a quelle di altre convenzioni internazionali quali l'ITTO (organizzazione internazionale per i legni tropicali).

5.2 Nel prendere in esame l'inserimento di specie della flora e fauna selvatiche nelle appendici della CITES, si dovrebbe tenere conto delle esigenze di conservazione che potrebbero suggerire un tale inserimento, nonché dei benefici che da esso potrebbero derivare.

5.3 Se tali esigenze e benefici sono ravvisabili e se la maggioranza degli Stati di distribuzione delle specie proposte non si oppone al loro inserimento, gli Stati membri sostengono in nome della Comunità le proposte in questione.

5.4 Se non è stato possibile riscontrare una soffatta maggioranza, gli Stati membri respingono in nome della Comunità le proposte in questione ovvero, se esse provengano da uno di tali Stati, le ritirano.

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

SEC(92) 448 def.

Brussel, 12 maart 1992

Voorstel voor een

BESLUIT VAN DE RAAD

betreffende het standpunt van de Gemeenschap ten
aanzien van bepaalde voorstellen die worden voorgelegd aan de van
2 tot en met 13 maart 1992 in Kyoto, Japan, te houden
achtste vergadering van de Conferentie der Partijen bij de
Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde
in het wild levende dieren en plantesoorten

(door de Commissie ingediend)

FORTROLIGT
VERTRAULICH
EMIETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

VERTRouwELIJK

CONFIDENTIAL

Toelichting

Betreft : Voorstel voor een besluit van de Raad

betreffende het standpunt van de Gemeenschap ten aanzien van bepaalde voorstellen die worden voorgelegd aan de van 2 tot en met 13 maart 1992 in Kyoto, Japan, te houden achtste vergadering van de Conferentie der Partijen bij de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantesoorten

1. De achtste vergadering van de Conferentie der Partijen bij de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantesoorten (CITES) wordt van 2 tot en met 13 maart 1992 in Kyoto, Japan, gehouden.
2. Met het oog op de eventuele consequenties van de door de Conferentie der Partijen genomen besluiten voor de tenuitvoerlegging van Verordening (EEG) nr. 3626/82 van de Raad⁽¹⁾, dient de Gemeenschap krachtens artikel 113 van het Verdrag een standpunt te bepalen ten aanzien van de voorstellen die de Conferentie der Partijen zullen worden voorgelegd.
3. Jammer genoeg is het Secretariaat van de Overeenkomst niet bij machte gebleken alle voorstellen bijtijds bekend te maken om de Gemeenschap toe te laten over alle te behandelen vraagstukken een standpunt vast te stellen vóór de vergadering van de Conferentie der Partijen van start gaat.

De Commissie stelt derhalve voor dat de Raad een besluit neemt met betrekking tot de meest controversiële agendapunten en dat de Gemeenschap met betrekking tot de overige voorstellen in de loop van de vergadering een standpunt vaststelt op basis van de voorstellen van de Commissie ter zake.

⁽¹⁾ PB L 384 van 31.12.1982.

VERTROUWELIJK

BESLUIT VAN DE RAAD

betreffende het standpunt van de Gemeenschap ten aanzien van
bepaald voorstellen die worden voorgelegd aan de van
2 tot en met 13 maart 1992 in Kyoto, Japan, te houden
achtste vergadering van de Conferentie der Partijen bij de
Overeenkomst inzake de Internationale handel in bedreigde
in het wild levende dier- en plantesoorten

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,
inzonderheid op artikel 113,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat de uitvoering van de Overeenkomst inzake de Internationale
handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantesoorten in de
Gemeenschap is geregeld bij Verordening (EEG) nr. 3626/82 van de Raad⁽¹⁾;

Overwegende dat voorstellen voor resoluties en voor wijzigingen in de bijlagen
bij de Overeenkomst consequenties kunnen hebben voor die verordening;

Overwegende dat de Gemeenschap nog geen Overeenkomstsluitende Partij is,
ofschoon een hiertoe strekkende wijziging in 1983 ter goedkeuring aan de
Overeenkomstsluitende Partijen is voorgelegd;

(1) PB L 384 van 31.12.1982, blz. 1.

Overwegende dat de Lid-Staten handelend in naam van en onder de verantwoordelijkheid van de Gemeenschap zich, gezien deze bijzondere omstandigheden, ten aanzien van de voorstellen dienen te gedragen overeenkomstig een door de Raad vast te stellen standpunt;

BESLUIT :

Artikel 1

Het standpunt dat door de Lid-Staten handelend in naam van en onder de verantwoordelijkheid van de Commissie moet worden ingenomen in de achtste vergadering van de Conferentie der Partijen bij de overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantesoorten dient in overeenstemming te zijn met de in de bijlage bij dit besluit neergelegde standpunten.

Artikel 2

1. Indien nieuwe wetenschappelijke of technische informatie die vóór of gedurende de vergadering van de Conferentie der Partijen beschikbaar komt, consequenties kan hebben voor het standpunt als bedoeld in artikel 1, wordt dit standpunt opnieuw bezien in het licht van de bedoelde informatie en wordt, vóór de Conferentie der Partijen over het betrokken voorstel moet stemmen, ter zake een nieuw standpunt vastgesteld.
2. Voor voorstellen waarover geen standpunt in de bijlage is opgenomen, dient een dergelijk standpunt te worden vastgesteld vóór de Conferentie der Partijen over die voorstellen moet stemmen.
3. Elke herziening van het in artikel 1 bedoelde standpunt alsmede de vaststelling van een standpunt als bedoeld in lid 2, dient te worden gebaseerd op een voorstel van de Commissie en de beslissing daarover dient met gekwalificeerde meerderheid te worden genomen.
4. Indien er geen gekwalificeerde meerderheid kan worden gevonden om een voorstel te steunen of te verwerpen, dienen de Lid-Staten zich bij de stemming te onthouden.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad,

BIJLAGE bij het besluit van de Raad van betreffende een standpunt van de Gemeenschap ten aanzien van bepaalde voorstellen die worden voorgelegd aan de achtste vergadering van de Conferentie der Partijen bij de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantesoorten.

1. Tenuitvoerlegging van de Overeenkomst in de Europese Economische Gemeenschap

1.1. Zowel Paraguay als Uruguay hebben bij de Conferentie der Partijen een ontwerp-resolutie ingediend op grond van de bewering dat de op behoud gerichte inspanningen van de landen die wilde organismen exporteren, worden doorkruist door de gebrekkige controle die door "bepaalde Lid-Staten" van de Gemeenschap op de handel wordt uitgeoefend.

1.2. Hoewel ze verschillend zijn geformuleerd, wordt er met beide resoluties gestreefd naar

- controle door derde Partijen van de door de EG-Lid-Staten afgegeven wederuitvoerdocumenten, hetzij bij het Secretariaat, hetzij bij de Beheersinstanties van de als landen van herkomst opgegeven landen
- een aan de volgende vergadering van de Conferentie der Partijen voor te leggen beoordeling, door het Secretariaat, van de manier waarop de Gemeenschap de Overeenkomst ten uitvoer legt
- het niet-ratificeren van het amendement van 1983 dat de toetreding van de Gemeenschap tot de Overeenkomst mogelijk moet maken.

1.3. De eerste aanbeveling is voor alle Partijen en beslist niet uitsluitend voor de Gemeenschap van belang. Deze kwestie is reeds ten gronde behandeld in het kader van de resoluties Conf. 3.9, Conf. 6.3 en Conf. 6.4.

De tweede aanbeveling is misplaatst omdat de Gemeenschap geen partij is bij de Overeenkomst en derhalve niet verplicht is deze uit te voeren.

De derde aanbeveling draagt niet bij tot de doelstellingen van de Overeenkomst. Zolang de Gemeenschap geen partij is bij de Overeenkomst heeft deze voor haar geen bindende kracht en zonder communautaire wetgeving zullen de Lid-Staten niet in staat zijn de Overeenkomst op eigen houtje ten uitvoer te leggen.

1.4. De Lid-Staten handelend in naam van de Gemeenschap dienen de Intrekking van de voorstellen na te streven; indien dit niet mogelijk blijkt, dienen zij tegen te stemmen.

2. Overheveling van bepaalde populaties van de Afrikaanse olifant naar bijlage II

2.1. Op basis van de aangedragen argumenten van biologische aard dienen de Lid-Staten handelend in naam van de Gemeenschap de overheveling van de bedoelde Botswanaanse, Namibische, Zuidafrikaanse, en Zimbabwaanse populaties naar bijlage II te steunen.

2.2. Omdat evenwel verwacht kan worden dat de gedeeltelijke heropening van de handel in ivoor ongunstige effecten zal hebben op bepaalde populaties van bijlage I (en met name zal leiden tot een toename van het stropen en van de illegale handel) dienen de Lid-Staten de overheveling van de bedoelde populaties toch te verwerpen, tenzij de betrokken landen beloven geen ivoor op de markt te zullen brengen. Deze verbintenis dient gestalte te krijgen in de interpretatie die aan het onderbrengen in bijlage I of II wordt gegeven, met name door het opnemen van de vermelding dat voor ivoor een nulquota geldt. Er zijn aanwijzingen dat de betrokken landen het met dit compromis eens kunnen zijn.

2.3. De Lid-Staten handelend in naam van de Gemeenschap beloven het genoemde standpunt opnieuw te bezien wanneer op basis van een toekomstige evaluatie kan worden bepaald of de relevante aanbevelingen van de werkgroep van deskundigen al dan niet worden nageleefd.

2.4. Bij gebrek aan biologische argumenten ter zake dienen de Lid-Staten handelend in naam van de Gemeenschap de voorstellen om de Malawische en Zambiaanse populaties naar bijlage II over te hevelen, te verwerpen.

3. Het voorstel van Botswana, Malawi, Namibië, Zambia en Zimbabwe om de haring in bijlage I op te nemen

3.1. Dit voorstel is duidelijk bedoeld om de ontwikkelde landen te laten merken dat zij zich met dringender problemen bezig dienen te houden dan het behoud van de Afrikaanse olifant in landen die bewezen hebben de populaties daarvan naar behoren te beheren.

In het voorstel in kwestie ontbreken echter de gegevens die nodig zijn om te voldoen aan de "criteria van Bern" voor opname in bijlage I; derhalve dienen de Lid-Staten handelend in naam van de Gemeenschap dit voorstel te verwerpen.

4. Het Zweedse voorstel om de Westatlantische rode-tonijnpopulaties in bijlage I en de Oostatlantische in bijlage II op te nemen

- Op haar twaalfde jaarvergadering (Madrid, november 1991) heeft de Internationale Commissie voor de instandhouding van tonijn in de Atlantische Oceaan (ICCAT) de bestaande aanbevelingen betreffende het beheer van de Westatlantische populaties (voorstel tot opname in bijlage I) bevestigd en tevens een aanzienlijke beperking van de totale toegestane vangst (Total Allowable Catch, TAC) alsmede de verplichte naleving van behoudsmaatregelen (compensatoire vermindering van quota's wanneer de vorige zijn overschreden; verbod op het vangen en aan land brengen van juvenielen) voorgesteld.
- Italië, Griekenland en Spanje voeren slechts kleine hoeveelheden rode tonijn in. Japan is de belangrijkste afnemer.
- In het licht van de genoemde maatregelen lijkt opname in de bijlagen van CITES niet wenselijk.
- De Lid-Staten handelend in naam van de Gemeenschap zullen de opname van zowel de West- als Oostatlantische populaties in bijlage I of II verwerpen.

FORTOLIGT

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

SEC(92) 448 final

Brussels, 12 March 1992

Proposal for a

COUNCIL DECISION

on the Community position to be adopted on certain proposals submitted to the 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, Kyoto, Japan, 2-13 March 1992.

(presented by the Commission)

Historical Archives of the European Commission
CONFIDENTIAL
RESERVATISSIMO
VERTROUWELIJK
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL
EMHÍTEYTIKO
VERTRAUICH
FORTROLIGT

Explanatory memorandum

Subject : Proposal for a Council Decision

on the Community position to be adopted on certain proposals submitted to the 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, Kyoto, Japan, 2-13 March 1992.

1. The 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) will be held in Kyoto, Japan, from 2 to 13 March 1992.
2. In view of the effects of decisions taken by the Conference of the Parties on the implementation of Council Regulation (EEC) No. 3626/82¹⁾, it is necessary, on the basis of Article 113 of the Treaty, to adopt a Community position on proposals submitted to the Conference of the Parties.
3. Unfortunately the Secretariat to the Convention has not been in a position to transmit all proposals in time for the Community to take its decision on positions of the Community on all issues before the start of the meeting of the Conference of the Parties.

The Commission therefore proposes that the Council take such a decision on the most controversial issues on the agenda of the meeting and that the Community position on the remaining proposals be established during the meeting and on the basis of proposals from the Commission to that effect.

1) OJ L384 of 31.12.1982

CONFIDENTIAL

COUNCIL DECISION

on the Community position on certain proposals
submitted to the 8th meeting of the Conference of the
Parties to the Convention on International Trade in
Endangered Species of Wild Fauna and Flora, to be held
in Kyoto, Japan, from 2 to 13 March 1992

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the treaty establishing the European Economic Community,
and in particular Article 118 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas the Convention on International Trade in Endangered Species of
wild fauna and flora is implemented in the Community by Council
Regulation (EEC) No. 3626/82¹;

Whereas proposals for resolutions and amendments to the Appendices of the
Convention are susceptible to affect the Regulation;

Whereas the Community is not yet a contracting party to the Convention,
although an amendment for this purpose is before the contracting parties
for their acceptance, since 1983;

¹ O.J. No. L 384 of 31.12.1982, p.1

Whereas in these special circumstances it is for the Member States on behalf of the Community to act with respect to the proposals, within the framework of a common position to be decided by the Council;

HAS DECIDED AS FOLLOWS :

Article 1

The position of Member States, acting on behalf of the Community, to be taken at the 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of wild fauna and flora shall be in accordance with the positions contained in the annex to this decision.

Article 2

1. Where the position referred to in Article 1 is likely to be affected by new scientific or technical information presented before or during the meeting of the Conference of the Parties, the position shall be reviewed in the light thereof and a new position established on the proposal concerned before the Conference of the Parties is called to vote on it.
 2. On proposals, on which a position referred to in Article 1 is not contained in the annex, such a position shall be established before the Conference of the Parties is called to vote on them.
 3. Any review of the position referred to in Article 1 and the establishment of such positions referred to in paragraph 2 shall be based on a proposal from the Commission and decided with a qualified majority.
- Where no qualified majority in support of or to reject a proposal can be achieved, Member States shall abstain.

Done at Brussels,

For the Council,

ANNEX to Council Decision of on the Community position on certain proposals submitted to the 8th meeting of the Conference of the parties to the Convention on International trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora.

1. Implementation of the Convention in the European Economic Community

1.1. Both Paraguay and Uruguay submitted a draft resolution to the Conference of the Parties on the basis of the claim that the conservation efforts of wildlife exporting countries are being undermined by the poor implementation of the necessary trade controls by "certain members" of the Community.

1.2. The Resolutions are differently worded but both aim at :

- checks by other Parties of re-export documents issued by Community Member States with the Management Authorities of the declared countries of origin or with the Secretariat
- an evaluation by the Secretariat of the implementation by the Community to be submitted to the next meeting of the Conference of the Parties
- the non-ratification of the 1983 amendment to the Convention allowing Community accession.

1.3. The first recommendation concerns all Parties and certainly not just the Community. The issue was sufficiently addressed by Resolutions Conf. 3.9. Conf. 6.3 and Conf. 6.4.

The second recommendation is inappropriate because the Community is not a Party to the Convention and therefore not obliged to implement it.

The third recommendation is not in the interest of the aims of the Convention. As long as the Community is not a Party it is not bound by the Convention and in the absence of Community legislation member States would not be able to implement the Convention individually.

1.4. Member States acting in the name of the Community shall endeavour to have the proposals withdrawn and if this is not successful vote against it.

2. The transfer of African elephant populations to Appendix II

2.1. Member States acting in the name of the Community shall support the transfer of the populations of Botswana, Namibia, South-Africa and Zimbabwe to Appendix II on the basis of the biological justification thereof.

2.2. In view of the negative effects to be expected from a partial re-opening of the ivory trade on Appendix I populations (increase of poaching and illegal trade) Member States shall, however, reject the transfer of these populations unless the countries concerned undertake to not to commercially trade in ivory, an undertaking that should be reflected in the interpretation of Appendices I and II by the indication that there shall be a zero-quota on ivory. There are indications that the countries concerned are willing to agree to this compromise.

2.3. Member States acting in the name of the Community shall undertake to reconsider this position on the basis of the future assessment of the question whether or not the relevant recommendations from the Panel of Experts are met.

2.4. Member States acting in the name of the Community shall reject the proposals to transfer the populations of Malawi and Zambia to Appendix II for which there is no biological justification.

3. The Botswana/Malawi/Namibia/Zambia/Zimbabwe proposal to include the herring in Appendix I

3.1. The proposal was clearly made to make clear that the developed world has other problems to attend to than the conservation of the African elephant in countries that have shown to properly manage that resource.

The proposal as such, however, lacks the necessary data for meeting the Berne criteria for the inclusion of species in Appendix I and Member States acting in the name of the Community shall therefore reject it.

4. The Swedish proposal to list the West Atlantic stocks of Bluefin tuna in Appendix I and those of the East Atlantic in Appendix II

- At its 12th Annual Meeting (Madrid, November 1991) the International Commission for the Conservation of Atlantic Tuna (ICCAT) strengthened existing recommendations for the management of the West Atlantic stocks (proposed for inclusion in Appendix I) suggesting important TAC (Total Allowable Catch) reductions and the enforcement of conservation measures (compensation of exceeded quotas by reduction of subsequent quotas and prohibition of the taking and landing of juveniles).
- Only small quantities of bluefin tuna are imported by Italy, Greece and Spain. Japan is the main consumer country.
- In view of the above measures, inclusion in CITES appears not to be appropriate.
- Member States acting in the name of the Community shall reject the inclusion of both the West and East Atlantic stocks in Appendix I or II.

5. Proposals with regard to tropical timbers

- Inclusion in Appendix I of Dalbergia nigra, proposed by Brazil;
- Inclusion in Appendix II of :
- Intsia spp., proposed by Denmark and The Netherlands;
- Pericopsis elata, proposed by Denmark and the United Kingdom;
- Swietenia spp., proposed by Costa Rica and the United States;
- Gonystylus bancanus, proposed by Denmark and The Netherlands.

5.1. The above proposals have given rise to questions about competence : CITES competence in relation to other International conventions such as ITTO

5.2. The listing of species of wild fauna and flora in the CITES Appendices should be considered in the light of the conservation needs for and the benefits of such listing.

5.3. If there are such needs and benefits and if a majority of the range states of the proposed species does not object to their inclusion, Member States acting in the name of the Community shall support the proposals concerned.

5.4. If such a majority cannot be found, Member States acting in the name of the Community shall reject the proposals concerned or where a Member State submitted such a proposal, it shall withdraw it.

CONFIDENTIAL

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

SEK(92) 448 endelig udg.

Bruxelles, den 12. marts 1992

Forslag til

RADETS AFGØRELSE

om Fællesskabets holdning til visse forslag, som fremlægges på det ottende møde i Konferencen mellem Parterne i Konventionen om International Handel med Udryddelsestruede Vilde Dyr og Planter (CITES) i Kyoto, Japan, 2.-13. marts 1992.

(forelagt af Kommissionen)

Begrundelse

Vedr.: Forslag til Rådets afgørelse

om Fællesskabets holdning til visse forslag, der fremlægges på det ottende møde i Konferencen mellem Parterne i Konventionen om International Handel med Udryddelsestruede Vilde Dyr og Planter (CITES) i Kyoto, Japan, den 2.-13. marts 1992.

1. Det 8. møde i Konferencen mellem Parterne i Konventionen om International Handel med Udryddelsestruede Vilde Dyr og Planter (CITES) afholdes i Kyoto, Japan, den 2.-13. marts 1992.
2. I betragtning af virkningerne af de afgørelser, der træffes af Konferencen mellem Parterne med hensyn til gennemførelsen af Rådets forordning (EØF) nr. 3626/82⁽¹⁾, er det nødvendigt, at der i medfør af EØF-Traktatens artikel 113 træffes afgørelse om Fællesskabets holdning til de forslag, som forelægges på Konferencen mellem Parterne.
3. Desværre har konventionens sekretariat ikke kunnet fremsende samtlige forslag tidsnok til, at Fællesskabet kan træffe afgørelse om Fællesskabets holdning til alle emner forud for mødet i Konferencen mellem Parterne.

Kommissionen foreslår derfor, at Rådet træffer afgørelse om de mest kontroversielle emner på dagsordenen for mødet, og at Fællesskabets holdning til de resterende forslag fastlægges under mødet på grundlag af forslag fra Kommissionen.

(1) EFT nr. L 384 af 31.12.1982, s. 1.

FORTROLIGT

RADETS AFGØRELSE

om Fællesskabets holdning til visse forslag,
som fremlægges på det 8. møde i Konferencen mellem
Parterne i Konventionen om International Handel med
Udryddelsestruede Vilde Dyr og Planter (CITES)
i Kyoto, Japan, 2.-13. marts 1992

RADET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske
Fællesskab, særlig artikel 113,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtninger:

Konventionen om International Handel med Udryddelsestruede Vilde Dyr og
Planter (CITES) gennemføres af Fællesskabet i henhold til Rådets forordning
(EØF) nr. 3626/82⁽¹⁾;

forslag til resolutioner og ændringer af konventionens lister kan få
indvirkning på forordningen;

Fællesskabet er endnu ikke kontraherende part i konventionen, selv om en
ændring med henblik herpå har været forelagt de kontraherende parter til
godkendelse siden 1983;

(1) EFT nr. L 384 af 31.12.1982, s. 1.

under disse særlige omstændigheder bør medlemsstaterne handle på Fællesskabets vegne og i Fællesskabets navn i forhold til forslagene inden for rammerne af den afgørelse om Fællesskabets holdning som Rådet træffer -

TRUFFET FØLGENDE AFGØRELSE:

Artikel 1

Den holdning som medlemsstaterne skal indtage på vegne af Fællesskabet på det 8. møde i Konferencen mellem Parterne i Konventionen om International Handel med Udryddelsestruede Vilde Dyr og Planter (CITES) skal være i overensstemmelse med retningslinierne i bilaget til denne afgørelse.

Artikel 2

1. Hvis der er sandsynlighed for, at holdningen som omhandlet i artikel 1 kan blive påvirket af nye videnskabelige eller tekniske oplysninger, som fremlægges før eller under mødet i Konferencen mellem Parterne, tages holdningen op til fornyet gennemgang på baggrund heraf og en ny holdning fastlægges til det pågældende forslag, før Konferencen mellem Parterne skal stemme om det.
2. For så vidt angår forslag, hvortil der ikke er fastlagt en sådan holdning som omhandlet i artikel 1 i bilaget, fastlægges der en sådan, før Konferencen mellem Parterne skal stemme om det.
3. Enhver fornyet gennemgang af den i artikel 1 omhandlede holdning og fastlæggelsen af en sådan holdning som anført i stk. 2 skal baseres på et forslag fra Kommissionen og vedtages med kvalificeret flertal.
4. Kan der ikke opnås kvalificeret flertal til støtte for eller forkastelse af et forslag, undlader medlemsstaterne at afgive stemme.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne,

BILAG til Rådets afgørelse af om Fællesskabets holdning til visse forslag, som fremlægges på det ottende møde i Konferencen mellem Parterne i Konventionen om International Handel med Udryddelsestruede Vilde Dyr og Planter (CITES).

1. Gennemførelse af konventionen i Det Europæiske Økonomiske Fællesskab

1.1. Både Paraguay og Uruguay har indgivet et resolutionsudkast til Konferencen mellem Parterne, der bygger på den påstand, at de bevarelsesmæssige bestræbelser, der udfoldes fra de dyre- og planteeksporterende landes side, undermineres som følge af, at "visse EF-lande" ikke udøver en tilstrækkelig handelskontrol.

1.2. De to resolutioner har en forskelligartet ordlyd, men sigtet med dem begge er følgende:

- de øvrige parter skal kontrollere reeksportdokumenter udstedt af EF-medlemsstater sammen med styrelsesrådene i de officielt erklærede oprindelseslande eller med CITES' sekretariat;
- sekretariatet skal evaluere Fællesskabets gennemførelse af konventionen; denne evaluering skal forelægges på det næste møde i Konferencen mellem Parterne;
- den i 1983 foreslåede ændring af konventionen med henblik på Fællesskabets tiltrædelse heraf bør ikke ratificeres.

1.3. Den første henstilling gælder samtlige parter og så sandelig ikke EF alene. Emnet er taget tilstrækkeligt op med resolutionerne Conf. 3.9, Conf. 6.3. og Conf. 6.4.

Den anden henstilling er irrelevant i og med, at Fællesskabet ikke er part i konventionen og derfor heller ikke er forpligtet til at gennemføre den.

Den tredje henstilling er i modstrid med konventionens målsætninger. Så længe Fællesskabet ikke er part i konventionen, er det heller ikke bundet af denne, og i mangel af EF-lovgivning kan medlemsstaterne ikke gennemføre konventionen individuelt.

1.4. Medlemsstaterne skal, idet de handler i Fællesskabets navn, søge at få resolutionsforslagene trukket tilbage, og såfremt dette ikke kan lade sig gøre, skal de stemme imod disse.

2. Overførsel af visse bestande af den afrikanske elefant til liste II

2.1. Medlemsstaterne skal, idet de handler i Fællesskabets navn, støtte den biologisk begrundede overførsel af bestandene i Botswana, Namibia, Sydafrika og Zimbabwe til liste II.

2.2. I betragtning af de negative virkninger, der kan ventes af en delvis tilladelse til igen at handle med elfenben fra liste I (øget krybskytteri og ulovlig handel), skal medlemsstaterne imidlertid afvise overførslen af disse bestande, medmindre de pågældende lande forpligter sig til ikke at handle kommercielt med elfenben, hvilket bør give sig konkret udslag i fortolkningen af liste I og II gennem en angivelse af, at der skal være tale om en nul-kvote for elfenben. Der foreligger vidnesbyrd om, at de pågældende lande er parate til at gå med til et sådant kompromis.

2.3. Medlemsstaterne skal, idet de handler i Fællesskabets navn, forpligte sig til at tage denne holdning op til fornyet overvejelse på grundlag af en senere vurdering af, hvorvidt de relevante henstillinger fra ekspertpanelet er blevet fulgt.

2.4. Medlemsstaterne skal forkaste forslagene om at overføre Malawis og Zambias bestande til liste II, da dette ikke er biologisk begrundet.

3. Forslaget fra Botswana/Malawi/Namibia/Zambia/Zimbabwe om at medtage silden på liste I

3.1. Forslaget er helt tydeligt fremsat for at gøre det klart, at den industrialiserede verden har andre problemer at varetage end bevarelsen af den afrikanske elefant i lande, der har vist, at de selv er i stand til at klare dette problem.

I forslaget som sådant mangler der de nødvendige data vedrørende opfyldelse af Bern-konventionens kriterier for optagelse af arter på liste I, og medlemsstaterne skal, idet de handler i Fællesskabets navn, derfor forkaste det.

4. Det svenske forslag om at optage de vestatlantiske bestande af tunfisk på liste I og de østatlantiske på liste II

- På sit 12. årsmøde (i Madrid i november 1991) skærpede Den Internationale Kommission for Bevarelse af Tunfiskebestanden i Atlanterhavet (ICCAT) de allerede eksisterende henstillinger vedrørende forvaltningen af de vestatlantiske bestande (som foreslås optaget på liste I) ved at foreslå kraftige nedskæringer af den samlede tilladte fangstmængde (TAC) og iværksættelse af bevarelsesmæssige foranstaltninger. Erstatning for overskredne kvoter gennem nedskæring af de efterfølgende kvoter samt totalt forbud mod fangst og landing af unge fisk.
- Kun beskedne mængder tun importeres af Italien, Grækenland og Spanien. Japan er her langt den største forbruger.
- I betragtning af ovenstående foranstaltninger synes det ikke hensigtsmæssigt at optage denne art på liste I og II.
- Medlemsstaterne skal, idet de handler i Fællesskabets navn, forkaste optagelsen af både den vest- og østatlantiske bestand på liste I og II.

5. Forslag vedrørende tropiske træsorter

- Optagelse på liste I af Dalbergia nigra, foreslået af Brasilien.
- Optagelse på liste II af:
 - Intsia spp., foreslået af Danmark og Nederlandene.
 - Pericopsis elata, foreslået af Danmark og Det Forenede Kongerige.
 - Swietenia spp., foreslået af Costa Rica og Amerikas Forenede Stater (USA)
 - Gonystylus bancanus, foreslået af Danmark og Nederlandene.

5.1. Ovennævnte forslag rejser visse kompetencespørgsmål: CITES' kompetence i forhold til andre internationale konventioner som f.eks. ITTO.

5.2. Optagelse af arter af vilde dyr og planter på CITES-listerne bør anskues i lyset af de bevarelsesmæssige behov for og fordelene ved en sådan optagelse.

5.3. Såfremt der virkelig er tale om sådanne behov og fordele, og dersom et flertal af forekomststaterne for de pågældende arters vedkommende ikke protesterer mod optagelsen af disse, skal medlemsstaterne idet de handler i Fællesskabets navn, støtte de pågældende forslag.

5.4. Kan et sådant flertal ikke opnås, skal medlemsstaterne, idet de handler i Fællesskabets navn, forkaste de pågældende forslag, og i tilfælde af, at det er en EF-medlemsstat, der har forelagt et sådant forslag, skal den trække det tilbage.

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

ΣΕΚ(92) 448 τελικό

Βρυξέλλες, 12 Μαρτίου 1992

Πρόταση

ΑΠΟΦΑΣΗΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για την προς υιοθέτηση Κοινοτική θέση επί των προτάσεων που πρόκειται να υποβληθούν στην 8η συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης των Μερών στη Σύμβαση για το Διεθνές Εμπόριο των Ειδών 'Αγρίας Πανίδας και Χλωρίδας που απειλούνται με εξαφάνιση η οποία θα πραγματοποιηθεί στο Κιότο της Ιαπωνίας, από τις 2 έως τις 13 Μαρτίου 1992.

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)

Αιτιολογική Έκθεση

Θέμα: Πρόταση για Απόφαση του Συμβουλίου

για την προς υιοθέτηση Κοινοτική θέση επί ορισμένων προτάσεων που πρέπει να υποβληθούν στην 8η συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης των Μερών στη Σύμβαση για το Διεθνές Εμπόριο των ειδών Άγριας Πανίδας και Χλωρίδας που απειλούνται με εξαφάνιση, Κυότο Ιαπωνία, 2.13 Μαρτίου 1992.

1. Η 8η συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης των Μερών στη Σύμβαση για το Διεθνές Εμπόριο των ειδών Άγριας Πανίδας και Χλωρίδας που απειλούνται με εξαφάνιση (CITES) θα πραγματοποιηθεί στο Κυότο της Ιαπωνίας, στο διάστημα 2 έως 13 Μαρτίου 1992.
2. Λόγω των τυχόν επιπτώσεων των αποφάσεων που θα ληφθούν από την Συνδιάσκεψη των Μερών για την εφαρμογή του κανονισμού του Συμβουλίου (ΕΟΚ) αριθ. 3626/82¹⁾, είναι αναγκαίο βάση του Αρθρου 113 της Συνθήκης, για Κοινοτική θέση να υιοθετηθεί για τις προτάσεις που θα υποβληθούν στη Συνδιάσκεψη των Μερών.
3. Δυστυχώς η γραμματεία της Σύμβασης δεν μπόρεσε να διαβιβάσει όλες τις προτάσεις έγκαιρα ώστε η Κοινότητα να αποφασίσει για τις κοινοτικές θέσεις σε όλα τα θέματα πριν από την έναρξη της συνεδρίασης της Συνδιάσκεψης των Μερών.

Η Επιτροπή προτείνει ως εκ τούτου να λάβει αποφάσεις το Συμβούλιο για τα πλέον επίμαχα θέματα της ημερήσιας διάταξης της συνεδρίασης και η κοινοτική θέση να καθορισθεί για τις υπόλοιπες προτάσεις κατά τη διάρκεια της συνεδρίασης και βάσει των σχετικών προτάσεων της Επιτροπής.

¹⁾ ΕΕ L384 της 31.12.1982

ΕΜΠΙΣΤΕΥΤΙΚΟ

ΑΠΟΦΑΣΗ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για την Κοινοτική θέση

επί ορισμένων προτάσεων που πρόκειται να υποβληθούν στην 8η Συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης των Μερών στη Σύμβαση για το Διεθνές Εμπόριο των Ειδών 'Αγρίας Πανίδας και Χλωρίδας που απειλούνται με εξαφάνιση, η οποία θα πραγματοποιηθεί στο Κυότο της Ιαπωνίας από τις 2 έως τις 13 Μαρτίου 1992

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη Συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και ιδίως το Άρθρο 113,

την πρόταση της Επιτροπής,

Εκτιμώντας:

ότι η Σύμβαση για το Διεθνές Εμπόριο των Ειδών 'Αγρίας Πανίδας και Χλωρίδας που απειλούνται με εξαφάνιση εφαρμόζεται στην Κοινότητα με τον κανονισμό του Συμβουλίου (ΕΟΚ) αριθ. 3626/82¹,

ότι οι προτάσεις για ψηφίσματα και τροποποιήσεις των προσαρτημάτων της Σύμβασης μπορούν να επηρεάσουν τον εν λόγω κανονισμό,

ότι η Κοινότητα δεν αποτελεί ακόμη συμβαλλόμενο μέλος στη Σύμβαση, μολονότι έχει υποβληθεί προς έγκριση σχετική τροποποίηση στα συμβαλλόμενα μέρη, από το 1983,

ότι ενώπιον των ειδικών αυτών περιστάσεων εναπόκειται στα κράτη μέλη ενεργώντας στο όνομα και για λογαριασμό της κοινότητας να παρέμβουν σχετικά με τις προτάσεις αυτές στο πλαίσιο θέσης που πρόκειται να αποφασισθεί από το Συμβούλιο,

ΑΠΕΦΑΣΙΣΕ ΤΑ ΕΞΗΣ:

Άρθρο 1

Η κοινή θέση που τα κράτη μέλη πρέπει για να λάβουν ενεργώντας στο όνομα και για λογαριασμό της Κοινότητας κατά την 8η συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης των Μερών της Σύμβασης για το Διεθνές Εμπόριο των Ειδών Άγριας Φανίδας και Χλωρίδας που απειλούνται με εξαφάνιση θα είναι σύμφωνες με τις θέσεις που περιλαμβάνει το παράρτημα της παρούσας απόφασης.

Άρθρο 2

1. Σε περίπτωση κατά την οποία η κοινή θέση στην οποία αναφέρεται το άρθρο 1 ενδέχεται να επηρεαστεί από νέα επιστημονικά ή τεχνικά δεδομένα που υποβάλλονται πριν από την συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης των Μερών, ή κατά τη διάρκεια της, η κοινή θέση θα επανεξετασθεί υπό το φως των εν λόγω δεδομένων και θα διαμορφωθεί νέα θέση επί της σχετικής προτάσεως προτού η Συνδιάσκεψη των Μερών κληθεί να ψηφίσει επ' αυτής.
2. Επί προτάσεων για τις οποίες δεν περιλαμβάνεται η θέση στο παράρτημα, διαμορφώνεται η θέση που προβλέπεται στο άρθρο 1, προτού η Συνδιάσκεψη των Μερών κληθεί να ψηφίσει επ' αυτών.
3. Οποιαδήποτε αναθεώρηση της θέσης που αναφέρει το Άρθρο 1 και η υιοθέτηση θέσεων στις οποίες αναφέρεται η παράγραφος 2, θα στηρίζεται σε πρόταση της Επιτροπής και θα αποφασίζεται με ειδική πλειοψηφία.
4. Σε περίπτωση κατά την οποία δεν είναι δυνατή η επίτευξη ειδικής πλειοψηφίας υπέρ ή κατά της προτάσεως, τα κράτη μέλη απέχουν.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο,

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ στην Απόφαση του Συμβουλίου της για την Κοινοτική θέση επί ορισμένων προτάσεων που πρόκειται να υποβληθούν στην 8η συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης των Μερών στη Σύμβαση για το Διεθνές Εμπόριο των Ειδών της Άγριας Πανίδας και Χλωρίδας που απειλούνται με εξαφάνιση.

1. Εφαρμογή της Σύμβασης στην Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα

1.1. Τόσο η Παραγουάη όσο και η Ουρουγουάη υπέβαλαν σχέδια ψηφίσματος στη Συνδιάσκεψη των Μερών βάσει του ισχυρισμού ότι οι προσπάθειες διατηρήσεως εκ μέρους των χωρών που εξαγουν άγρια πανίδα υπονομεύονται από την κακή εφαρμογή των αναγκαίων εμπορικών ελέγχων από "ορισμένα μέλη " της Κοινότητας.

1.2. Παρά τη διαφορετική διατύπωση των ψηφισμάτων, και τα δύο αποβλέπουν:

- σε ελέγχους, από άλλα μέρη, των εγγράφων επανεξαγωγής που εκδίδονται από κράτη μέλη της Κοινότητας με τις Διαχειριστικές Αρχές των δηλούμενων χωρών καταγωγής ή με τη Γραμματεία
- σε αξιολόγηση εκ μέρους της Γραμματείας, της εφαρμογής από την Κοινότητα, προς υποβολήν στην επόμενη συνεδρίαση της Συνδιάσκεψης των Μερών
- στην μη επικύρωση της τροπολογίας της Σύμβασης το 1983 η οποία επιτρέπει την προσχώρηση της Κοινότητας.

1.3. Η πρώτη σύσταση αφορά όλα τα μέρη και οπωσδήποτε όχι μόνο την Κοινότητα. Το ζήτημα αντιμετωπίσθηκε επαρκώς από τα ψηφίσματα Συνδ. 3.9. Συνδ. 6.3 και Συνδ. 6.4.

Η δεύτερη σύσταση είναι άνευ αντικειμένου, δεδομένου ότι η Κοινότητα δεν αποτελεί μέρος στη Σύμβαση και ως εκ τούτου δεν είναι υποχρεωμένη να την εφαρμόζει.

Η τρίτη σύσταση δεν είναι προς το συμφέρον των σκοπών της σύμβασης. Για όσο διάστημα η Κοινότητα δεν αποτελεί μέρος, δεν δεσμεύεται από τη Σύμβαση, και ελλείψει κοινοτικής νομοθεσίας, τα κράτη μέλη δεν θα είναι σε θέση να εφαρμόζουν την Σύμβαση κεχωρισμένως.

1.4. Τα κράτη μέλη ενεργώντας στο όνομα της Κοινότητας θα επιδιώξουν την απόσυρση των προτάσεων, και εάν αυτό δεν επιτευχθεί, θα ψηφίσουν κατά.

2. Η μετάθεση πληθυσμών Αφρικανικού ελέφαντα στο Προσάρτημα II

2.1. Τα κράτη μέλη ενεργώντας στο όνομα της Κοινότητας θα υποστηρίζουν την μετάθεση των πληθυσμών της Μποτσουάνα, Ναμίμπια, Νοτίου Αφρικής και Ζιμπάμπουε στο Προσάρτημα II με βάση βιολογικά κριτήρια.

2.2. Ενόψει των δυσμενών επιπτώσεων ενός μερικού ανοίγματος της εμπορίας ελεφαντόδοντος για πληθυσμούς του Προσαρτήματος I (αύξηση της λαθροθηρίας και παράνομο εμπόριο) τα κράτη μέλη απορρίπτουν την μετάθεση των πληθυσμών αυτών, εκτός εάν οι ενδιαφερόμενες χώρες θα αναλάβουν να μην επιτρέψουν την εμπορική εκμετάλλευση του ελεφαντόδοντος· η δύσμευση αυτή πρέπει να αντανakλάται στην ερμηνεία των Προσαρτημάτων I και II με την ένδειξη ότι η ποσόστωση για το ελεφαντόδοντο θα είναι μηδενική. Υπάρχουν ενδείξεις ότι οι ενδιαφερόμενες χώρες είναι πρόθυμες να προχωρήσουν στον συμβιβασμό αυτόν.

2.3. Τα κράτη μέλη ενεργώντας στο όνομα της Κοινότητας θα αναλάβουν να επανεξετάσουν την θέση αυτή βάσει μελλοντικής εκτίμησης του κατά πόσον υπάρχει ανταπόκριση στις συσχετικές συστάσεις της επιτροπής εμπειρογνομόνων.

2.4. Τα κράτη μέλη ενεργώντας στο όνομα της Κοινότητας θα απορρίψουν τις προτάσεις περί μεταθέσεως των πληθυσμών του Malawi και της Zambia στο Προσάρτημα II, για την οποία δεν υπάρχει βιολογική αιτιολόγηση.

3. Η πρόταση της Botsawna/Malawi/Namibia/Zambia/Zimbabwe περί υπαγωγής των ρέγγας στο Προσάρτημα I

3.1. Η πρόταση αποβλέπει στο να υποδηλώσει ότι ο ανεπτυγμένος κόσμος έχει άλλα προβλήματα να ασχοληθεί πέραν της διατήρησης του Αφρικανικού ελέφαντα σε χώρες που έχουν αποδείξει ότι διαχειρίζονται σωστά τον εν λόγω πόρο.

Η πρόταση ωστόσο, αυτή καθαυτή, στερείται των δεδομένων που είναι αναγκαία για να ανταποκριθεί στα κριτήρια της Βέρνης όσον αφορά στην υπαγωγή ειδών στο Προσάρτημα I, και ως εκ τούτου τα κράτη μέλη ενεργώντας στο όνομα της Κοινότητας θα την απορρίψουν.

4. Η Σουηδική πρόταση περί υπαγωγής των αποθεμάτων κυανόπτερου τόννου του Δυτικού Ατλαντικού στο Προσάρτημα I, και των αποθεμάτων του Ανατολικού Ατλαντικού στο Προσάρτημα II

- Στην 12η ετήσια συνεδρίασή της (Μαδρίτη, Νοέμβριος 1991) η διεθνής επιτροπή για τη διατήρηση του τόννου του Ατλαντικού (ICCAT) υπερθεμάτισε σε ήδη γενόμενες συστάσεις για τη διατήρηση των αποθεμάτων του Δυτικού Ατλαντικού (των οποίων έχει προταθεί η υπαγωγή στο Προσάρτημα I) συνιστώντας σημαντικές μειώσεις ΟΕΑ (Ολικού Επιτρεπόμενου Αλιεύματος) και την εφαρμογή μέτρων διατήρησης (αντιστάθμιση της υπέρβασης ποσοστώσεων με τη μείωση επόμενων ποσοστώσεων και απαγόρευση της σύληψης και εκφόρτωσης νεαρών τόννων).
- Μικρές μόνο ποσότητες κυανόπτερου τόννου εισάγονται από την Ιταλία, την Ελλάδα και την Ιαπωνία. Η κύρια καταναλώτρια χώρα είναι η Ιαπωνία.
- Ενόψει των ως άνω μέτρων, δεν φαίνεται σκόπιμη η υπαγωγή στο CITES
- τα κράτη μέλη ενεργώντας στο όνομα της Κοινότητας θα υποστηρίξουν την υπαγωγή στο Προσάρτημα των αποθεμάτων τόσο του Δυτικού όσο και του Ανατολικού Ατλαντικού.

5. Προτάσεις όσον αφορά την τροπική ξυλεία

- Υπαγωγή στο Προσάρτημα I του Dalbergia nigra, που έχει προτείνει η Βραζιλία,
- Υπαγωγή στο Προσάρτημα II των:
 - Intsia spp., που έχει προτείνει η Δανία και οι Κάτω Χώρες
 - Pericopsis elata, που έχει προτείνει η Δανία και το Ηνωμένο Βασίλειο,
 - Swietenia spp., που έχει προτείνει η Κόστα Ρίκα και οι Ηνωμένες Πολιτείες,
 - Gonystylus bancanus, που έχει προτείνει η Δανία και οι Κάτω Χώρες.

5.1. Οι ανωτέρω προτάσεις έχουν δημιουργήσει προβλήματα αρμοδιότητας: η αρμοδιότητα της CITES σε σχέση με άλλες διεθνείς συμβάσεις όπως η ITTO.

5.2. Η υπαγωγή ειδών άγριας πανίδας και χλωρίδας στα προσαρτήματα CITES πρέπει να εξετασθεί υπό το φως των αναγκών διατήρησης και των τυχόν ωφελειών από μία τέτοια υπαγωγή.

5.3. Εφόσον υπάρχουν τέτοιες ανάγκες και ωφέλη, και εφόσον η πλειοψηφία των κρατών όπου υπάρχουν ζώνες διαβίωσης των προτεινομένων ειδών δεν αντιτίθεται στην υπαγωγή τους, τα κράτη μέλη ενεργώντας στο όνομα της Κοινότητας θα υποστηρίξουν τις σχετικές προτάσεις.

5.4. Ελλείψει τέτοιας πλειοψηφίας, τα κράτη μέλη ενεργώντας στο όνομα της Κοινότητας θα απορρίψουν τις σχετικές προτάσεις, ή σε περίπτωση που κράτος μέλος έχει υποβάλει τέτοια πρόταση, θα την αποσύρει.

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

SEC(92) 448 final

Bruselas, 12 de marzo de 1992

Propuesta de

DECISION DEL CONSEJO

relativa a la posición comunitaria a adoptar sobre determinadas propuestas presentadas a la octava reunión de la Conferencia de las Partes en el Convenio sobre el comercio internacional de especies amenazadas de fauna y flora silvestres, Kyoto, Japón, 2-13 de marzo de 1992.

(presentada por la Comisión)

Historical Archives of the European Commission
CONFIDENTIAL
RESERVATISSIMO
VERTROUWELIJK
CONFIDENTIAL

Exposición de motivos

Asunto : Propuesta de Decisión del Consejo

relativa a la posición comunitaria a adoptar sobre determinadas propuestas presentadas a la octava reunión de la Conferencia de las Partes en el Convenio sobre el comercio Internacional de especies amenazadas de fauna y flora silvestres, Kyoto, Japón, 2-13 de marzo de 1992

1. La octava reunión de la Conferencia de las Partes en el Convenio sobre el comercio Internacional de especies amenazadas de fauna y flora silvestres (CITES) se celebrará en Kyoto, Japón, del 2 al 3 de marzo de 1992.
2. Teniendo en cuenta los efectos de las decisiones adoptadas en la Conferencia de las Partes sobre la aplicación del Reglamento del Consejo (CEE) nº 3626/82⁽¹⁾, es necesario que, de conformidad con el artículo 113 del Tratado, una posición comunitaria sobre las propuestas presentadas a la Conferencia de las Partes, sea adoptada.
3. Lamentablemente, la Secretaría del Convenio no ha podido enviar todas las propuestas a tiempo para que la Comunidad adopte las posiciones comunitarias en todos los temas, antes de que comience la reunión de la Conferencia de las Partes.

Por consiguiente, la Comisión propone que el Consejo adopte igualmente una decisión sobre los asuntos más polémicos del orden del día de la reunión y que la posición comunitaria sobre las propuestas restantes sea establecida durante la reunión, teniendo en cuenta las propuestas de la Comisión al respecto.

(1) D.O. L 384 de 31.12.1982.

CONFIDENCIAL

DECISIÓN DEL CONSEJO

relativa a la posición comunitaria
sobre determinadas propuestas presentadas a la octava
reunión de la Conferencia de las Partes en el Convenio
sobre el comercio internacional de especies amenazadas de
fauna y flora silvestres, que se celebrará en Kyoto,
Japón, del 2 al 13 de marzo de 1992

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 113,

Vista la propuesta de la Comisión,

Considerando que el Convenio sobre el comercio internacional de especies amenazadas de fauna y flora silvestres se aplica en la Comunidad mediante el Reglamento del Consejo (CEE) no 3626/82⁽¹⁾;

Considerando que las propuestas de resoluciones y enmiendas de los Anexos del Convenio pueden afectar al Reglamento;

Considerando que la Comunidad todavía no es Parte contratante en el Convenio, pese a que, desde 1983, está pendiente de aprobación por parte de las partes contratantes una enmienda al respecto;

(1) D.O. L 384 de 31.12.1982, p. 1.

Considerando que, en estas especiales circunstancias, los Estados miembros actuando en nombre y por cuenta de la Comunidad, deben actuar respecto a las propuestas según una posición que debe decidir el Consejo;

DECIDE:

Artículo 1

La posición que los Estados miembros, actuando en nombre y por cuenta de la Comunidad, adoptarán en la octava reunión de la Conferencia de las Partes en el Convenio sobre el comercio internacional de especies amenazadas de fauna y flora silvestres se ajustará a las posiciones recogidas en el Anexo de la presente Decisión.

Artículo 2

1. En caso de que de la posición a que se hace referencia en el artículo 1 pueda verse afectada por nueva información científica o técnica que se presente antes o durante la reunión de la Conferencia de las Partes, aquella será revisada en consecuencia y se establecerá una nueva posición sobre la propuesta correspondiente antes de que ésta se someta a votación en la Conferencia de las Partes.
2. En cuanto a las propuestas a cuya posición no se alude en el Anexo, se adoptará la posición común correspondiente antes de que se sometan a votación dichas propuestas en la Conferencia de las Partes.
3. Toda revisión de la posición mencionada en el apartado 1 y de la adopción de las posiciones mencionada en el apartado 2 se basará en una propuesta de la Comisión y se decidirá por mayoría cualificada.
4. En caso de que no pueda conseguirse mayoría cualificada para aprobar o rechazar una propuesta, los Estados miembros se abstendrán.

Hecho en Bruselas,

Por el Consejo,

ANEXO de la Decisión del Consejo de relativa a la posición comunitaria sobre determinadas propuestas presentadas a la octava reunión de la Conferencia de las Partes en el Convenio sobre el comercio internacional de especies amenazadas de fauna y flora silvestres.

1. Aplicación del Convenio en la Comunidad Económica Europea

1.1. Paraguay y Uruguay han presentado a la Conferencia de las Partes un proyecto de resolución basado en la queja de que la labor de conservación de los países exportadores de animales salvajes está siendo socavada por la escasa aplicación de los controles comerciales necesarios por parte de "determinados miembros" de la Comunidad.

1.2. Las resoluciones tienen una redacción distinta, pero ambas tienen el objetivo de que:

- otras partes comprueben, junto con las autoridades administrativas de los países declarados de origen o con la Secretaría, los documentos de reexportación expedidos por los Estados miembros de la Comunidad.
- se presente a la próxima reunión de la Conferencia de las Partes una evaluación de la Secretaría sobre la aplicación llevada a cabo por la Comunidad.
- no se ratifique la enmienda de 1983 del Convenio relativa a la autorización de adhesión de la Comunidad.

1.3. Es obvio que la primera recomendación se refiere a todas las partes y no sólo a la Comunidad. Ya se trató la cuestión suficientemente en las Resoluciones Conf. 3.9., Conf. 6.3. y Conf. 6.4.

La segunda recomendación no es apropiada, puesto que la Comunidad no es Parte en el Convenio, por lo que no está obligada a aplicarlo.

La tercera recomendación no favorece los objetivos del Convenio.

Hasta que la Comunidad no sea Parte en el Convenio,

o estará vinculada al mismo y, al no haber legislación comunitaria, los Estados miembros no podrán aplicar el Convenio de manera individual.

- 1.4. Los Estados miembros, actuando en nombre de la Comunidad, procurarán que se retiren las propuestas y, si ello no sucede, votarán en contra de las mismas.

2. Cambio de las poblaciones de elefante africano al Anexo II

- 2.1. Los Estados miembros, actuando en nombre de la Comunidad, defenderán el cambio de las poblaciones de Botsuana, Namibia, Suráfrica y Zimbabue al Anexo II, dada su justificación biológica.
- 2.2. Pese a los efectos negativos que cabe esperar de una reapertura parcial del comercio de marfil respecto a las poblaciones del Anexo I (aumento de la caza y el comercio ilegales), los Estados miembros rechazarán el cambio de dichas poblaciones, a menos que los países correspondientes se comprometan a no comerciar con marfil, compromiso que debería reflejarse en la interpretación de los Anexos I y II indicando que deberá haber una cuota cero de marfil. Hay razones para pensar que los países afectados están dispuestos a aceptar el compromiso.
- 2.3. Los Estados miembros, actuando en nombre de la Comunidad, se comprometerán a reconsiderar su posición según la futura evaluación de la cuestión, tanto si se cumplen como si no se cumplen las recomendaciones pertinentes del Grupo de Expertos.
- 2.4. Los Estados miembros, actuando en nombre de la Comunidad, rechazarán las propuestas de cambio de las poblaciones de Malaui y Zambia al Anexo II que no tengan justificación biológica.

Historical Archives
VERTRAULICH
CONFIDENTIAL

3. Propuesta de Botsuana, Malawi, Namibia, Zambia y Zimbabue de inclusión de
arenque en el Anexo I

3.1. Es evidente que se presentó esta propuesta para dejar claro que el mundo desarrollado tiene otros problemas de que ocuparse además del de la conservación del elefante africano en países que han mostrado una administración correcta de ese recurso.

Sin embargo, la propuesta en sí no demuestra que se cumplan los criterios de Berna necesarios para la inclusión de especies en el Anexo I, por lo que los Estados miembros, actuando en nombre de la Comunidad, la rechazarán.

4. Propuesta sueca de enumerar las reservas del Atlántico Oeste de atún rojo en el Anexo I y las del Atlántico Este en el Anexo II

- En su duodécima reunión anual (Madrid, noviembre de 1991), la Comisión Internacional para la Conservación de Atún del Atlántico (CICAA) consolidó las recomendaciones existentes de administración de las reservas del Atlántico Oeste (cuya inclusión en el Anexo I se ha propuesto) y propuso una considerable reducción del Total Admisible de Capturas (TAC) y un aumento de las medidas de conservación (compensación de las cuotas excesivas reduciendo en lo sucesivo las cuotas y prohibiendo la captura y descarga de crías).
- Sólo Italia, Grecia y España importan pequeñas cantidades de atún rojo. Japón es el principal país consumidor.
- Teniendo en cuenta las medidas anteriores, no parece apropiada la inclusión en CITES.
- Los Estados miembros, actuando en nombre de la Comunidad, rechazarán la inclusión de las reservas del Atlántico Oeste y del Atlántico Este en los Anexos I y II.

5. Propuestas sobre maderas tropicales

- Inclusión en el Anexo I de Dalbergia nigra, propuesta por Brasil;
- Inclusión en el Anexo II de:
 - Intsia spp., propuesta por Dinamarca y los Países Bajos;
 - Pericopsis elata, propuesta por Dinamarca y el Reino Unido;
 - Swietenia spp., propuesta por Costa Rica y los Estados Unidos;
 - Gonystylus bancanus, propuesta por Dinamarca y los Países Bajos;

5.1. Dichas propuestas han suscitado dudas sobre la competencia, en concreto la competencia de CITES respecto a otros convenios internacionales, como la OIMT (Organización Internacional de Maderas Tropicales).

5.2. La enumeración de las especies de fauna y flora silvestres en los Anexos del CITES debería considerarse teniendo en cuenta la necesidad y las ventajas de dicha enumeración para la conservación.

5.3. Si existen dicha necesidad y ventajas y la mayoría de los Estados del área de distribución de las especies propuestas no plantean objeciones a su inclusión los Estados miembros, actuando en nombre de la Comunidad, defenderán las propuestas correspondientes.

5.4. Si no se puede alcanzar la mayoría, los Estados miembros, actuando en nombre de la Comunidad, rechazarán las propuestas o, en caso de que algún Estado miembro haya presentado una propuesta, deberá retirarla.

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

SEC(92) 448 final

Bruxelas, 12 de Março de 1992

Proposta de

DECISÃO DO CONSELHO

relativa à posição comunitária a adoptar sobre determinadas propostas apresentadas na 8ª reunião da Conferência das Partes na Convenção sobre Comércio Internacional de Espécies da Fauna e da Flora Selvagens Ameaçadas de Extinção, a realizar em Quioto, no Japão, de 2 a 13 de Março de 1992

(apresentada pela Comissão)

Historical Archives of the European Commission
CONFIDENTIAL
RESERVATISSIMO
VERBODEN
VERBODEN
CONFIDENTIAL

Exposição dos motivos

Assunto: Proposta de Decisão do Conselho

relativa à posição comunitária a adoptar sobre determinadas propostas apresentadas na 8ª reunião da Conferência das Partes na Convenção sobre Comércio Internacional de Espécies da Fauna e da Flora Selvagens Ameaçadas de Extinção, a realizar em Quioto, no Japão, de 2 a 13 de Março de 1992

1. A 8ª reunião da Conferência das Partes na Convenção sobre Comércio Internacional de Espécies da Fauna e da Flora Selvagens Ameaçadas de Extinção (CITES) realizar-se-á em Quioto, no Japão, de 2 a 13 de Março de 1992.
2. Tendo em conta os efeitos das decisões adoptadas pela Conferência das Partes relativamente à aplicação do Regulamento (CEE) nº 3626/82 do Conselho⁽¹⁾, é necessário que com base no artigo 113º do Tratado, uma posição comunitária seja adopta sobre propostas apresentadas na Conferência das Partes.
3. Lamentavelmente, o Secretariado da Convenção não conseguiu enviar todas as propostas a tempo, de modo a permitir à Comunidade tomar as suas decisões relativamente às posições comunitárias adoptadas sobre todas as questões antes do início da reunião da Conferência das Partes.

A Comissão propõe, consequentemente, que o Conselho adopte decisões relativamente às questões mais controversas da ordem de trabalhos da reunião e que a posição comunitária sobre as restantes propostas seja estabelecida no decurso da reunião e com base em propostas da Comissão para esse efeito.

(1) JO nº L 384 de 31.12.1982.

CONFIDENCIAL

DECISÃO DO CONSELHO

relativa à posição comunitária sobre determinadas
propostas apresentadas na 8ª reunião da Conferência das Partes
na Convenção sobre Comércio Internacional de Espécies
da Fauna e da Flora Selvagens Ameaçadas de Extinção, a realizar
em Quioto, no Japão, de 2 a 13 de Março de 1992

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e,
nomeadamente, o seu artigo 113º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Considerando que a Convenção sobre Comércio Internacional de Espécies da
Fauna e da Flora Selvagens Ameaçadas de Extinção é aplicável na
Comunidade através do Regulamento (CEE) nº 3626/82 do Conselho⁽¹⁾;

Considerando que as propostas de resolução e de alteração dos Apêndices
da Convenção são susceptíveis de afectar o regulamento;

Considerando que a Comunidade não é ainda Parte Contratante na Convenção,
embora uma alteração nesse sentido aguarde a aprovação das Partes
Contratantes desde 1983;

(1) JO nº L 384 de 31.12.1982, p. 1.

Considerando que, nestas circunstâncias especiais, os Estados-membros actuando em nome e por conta da Comunidade, deverão actuar, no que diz respeito às propostas, no âmbito de uma posição a decidir pelo Conselho,

DECIDE:

Artigo 1o

A posição a adoptar pelos Estados-membros, actuando em nome e por conta da Comunidade, na 8a reunião da Conferência das Partes na Convenção sobre Comércio Internacional de Espécies da Fauna e da Flora Selvagens Ameaçadas de Extinção deverão estar em conformidade com as posições contidas no Anexo da presente decisão.

Artigo 2o

1. No caso de a posição referida no artigo 1o poder ser influenciada por nova informação científica ou técnica apresentada antes ou durante a reunião da Conferência das Partes, aquela será revista em consequência e estabelecer-se-á uma nova posição sobre a proposta correspondente antes de a Conferência das Partes ser instada a proceder à sua votação.
2. No que diz respeito às propostas relativamente às quais o Anexo não contém a posição visada no artigo 1, tal posição deverá ser estabelecida antes de a Conferência das Partes ser instada a proceder à sua votação.
3. A análise da posição comum referida no nº 1 e o estabelecimento de tais posições mencionado no nº 2 basear-se-ão numa proposta da Comissão, sendo decididos por maioria qualificada.
4. No caso de não ser possível obter uma maioria qualificada a favor ou contra uma proposta, os Estados-membros deverão abster-se.

Feito em Bruxelas,

Pelo Conselho,

ANEXO da Decisão do Conselho de relativa à posição comunitária sobre determinadas propostas apresentadas na 8ª reunião da Conferência das Partes na Convenção sobre Comércio Internacional de Espécies da Fauna e da Flora Selvagens Ameaçadas de Extinção

1. Aplicação da Convenção na Comunidade Económica Europeia

1.1. O Paraguai e o Uruguai apresentaram um projecto de resolução à Conferência das Partes, com base na alegação de que os esforços de conservação dos países exportadores de fauna e flora selvagens têm sido invalidados pela aplicação inadequada dos controlos comerciais necessários por "determinados membros" da Comunidade.

1.2. Ambas as resoluções, embora redigidos de modo diverso, têm em vista:

- controlos por outras partes dos documentos de reexportação emitidos pelos Estados-membros da Comunidade, em cooperação com as autoridades de gestão dos países de origem declarados ou com o Secretariado;
- uma avaliação do Secretariado da aplicação pela Comunidade, a apresentar na próxima reunião da Conferência das Partes;
- a não ratificação da alteração de 1983 da Convenção, que permite a adesão da Comunidade.

1.3. A primeira recomendação diz respeito a todas as Partes e, obviamente, não apenas à Comunidade. A questão foi amplamente abordada nas Resoluções Conf. 3.9., Conf. 6.3. e Conf. 6.4.

A segunda recomendação é inadequada, visto a Comunidade não ser Parte na Convenção, não sendo, por conseguinte, obrigada a proceder à sua aplicação.

A terceira recomendação não se revela de interesse para os objectivos da Convenção. Enquanto a Comunidade não for Parte na Convenção, não será vinculada por esta e, na ausência de legislação comunitária, os Estados-membros não poderão proceder, individualmente, à aplicação da Convenção.

1.4. Os Estados-membros, actuando em nome da Comunidade, deverão envidar esforços no sentido de fazer retirar as propostas e, no caso de o não conseguirem, votar contra.

2. Transferência das populações de elefante africano para o Apêndice II

2.1. Os Estados-membros, actuando em nome da Comunidade, deverão apoiar a transferência das populações do Botsuana, da Namíbia, da África do Sul e do Zimbábue para o Apêndice II, com base na justificação biológica constante desse Apêndice.

2.2. Tendo em vista os efeitos negativos previsíveis de uma reintrodução parcial do comércio do marfim relativamente às populações do Apêndice I (aumento da caça furtiva e comércio ilegal), os Estados-membros deverão, todavia, recusar a transferência destas populações, a menos que os países em causa se comprometam a não comercializarem o marfim, compromisso esse que se deverá reflectir na interpretação dos Apêndices I e II, mediante a indicação de uma quota zero no que respeita ao marfim. Existem indícios de que os países em causa estão dispostos a manifestar o seu acordo a esse compromisso.

2.3. Os Estados-membros, actuando em nome da Comunidade, deverão comprometer-se a reexaminar esta posição, com base na avaliação futura da questão de determinar se as recomendações do Painel de Peritos são ou não satisfeitas.

2.4. Os Estados-membros, actuando em nome da Comunidade, deverão recusar as propostas de transferência das populações do Malawi e da Zâmbia para o Apêndice II, relativamente às quais não existe qualquer justificação biológica.

3. Proposta do Botsuana/Malawi/Namíbia/Zâmbia/Zimbabwe de Inclusão do atum-rabilho no Apêndice I

3.1. A proposta foi apresentada para manifestar claramente que os países desenvolvidos possuem problemas distintos do da conservação do elefante africano e que tais países têm demonstrado gerir devidamente esse recurso.

A proposta em si, porém, carece dos dados necessários para satisfazer os critérios de Berna relativos à inclusão de espécies no Apêndice I, pelo que os Estados-membros actuando em nome da Comunidade, a deverão rejeitar.

4. Proposta da Suécia de Inclusão das unidades populacionais de atum-rabilho do Atlântico Ocidental na Lista do Apêndice I e das do Atlântico Oriental no Apêndice II

- Na sua 12ª reunião anual (Madrid, Novembro de 1991), a Comissão Internacional para a Conservação do Atum do Atlântico (ICCAT) reforçou as recomendações existentes relativamente à gestão das unidades populacionais do Atlântico Ocidental (propostas para inclusão no Apêndice I), sugerindo reduções significativas do TAC (Total Admissível de Capturas) e a aplicação de medidas de conservação (compensação das quotas excedidas pela redução das quotas subsequentes e proibição da captura e do desembarque de juvenis).

- A Itália, a Grécia e a Espanha importam apenas pequenas quantidades de atum-rabilho. O Japão é o principal país consumidor.

Tendo em vista as medidas supracitadas, a inclusão no Apêndice I afigura-se inadequada. Se tais medidas não forem bem sucedidas, todavia, e se os países não membros da ICCAT continuarem a capturar quantidades substanciais, será necessária a adopção de medidas mais rigorosas.

- Os Estados-membros, actuando em nome da Comunidade, rejeitarão a inclusão das unidades populacionais do Atlântico Ocidental e Oriental no Apêndice.

5. Propostas respeitantes a madeiras tropicais

- Inclusão no Apêndice I da Dalbergia nigra, proposta pelo Brasil;
- Inclusão no Apêndice II de:
 - Intsia spp., proposta pela Dinamarca e pelos Países Baixos;
 - Pericopsis elata, proposta pela Dinamarca e pelo Reino Unido;
 - Swietenia spp., proposta pela Costa Rica e pelos Estados Unidos;
 - Gonystylus bancanus, proposta pela Dinamarca e pelos Países Baixos.

5.1. As propostas supramencionadas deram origem a questões de competência: competência da CITES em relação a outras convenções internacionais, como a OIMT.

5.2. A inclusão de espécies da fauna e da flora selvagens na lista dos Apêndices da CITES deverá ser analisada à luz das necessidades de conservação e das vantagens de tal inclusão.

5.3. Se se verificarem tais necessidades e vantagens e se uma maioria dos Estados da área de distribuição das espécies propostas não objectar à sua inclusão, os Estados-membros, actuando em nome da Comunidade, concederão o seu apoio às propostas em causa.

5.4. Se tal maioria não existir, os Estados-membros, actuando em nome da Comunidade, rejeitarão as propostas em causa ou, no caso de um Estado-membro ter apresentado tal proposta, deverá retirá-la.

Bruxelles, le 11 mars 1992

CONFIDENTIEL

NOTE POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

R E O U V E R T U R E

PROCEDURE ECRITE E/286/92

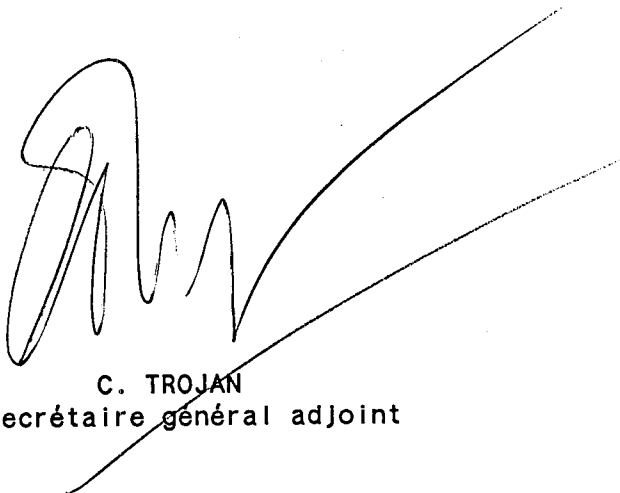
DELAI : JEUDI 12 MARS 1992 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL - Tel. 52362 - BREY 13/12

Objet : Faune et flore menacées d'extinction
- 8ème conférence des parties

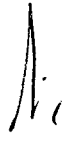
La procédure écrite E/286/92 (doc. SEC(92)448 et /2, respectivement des 4 et 10.3.1992) relative à la question sous objet, est rouverte moyennant la prise en compte des observations jointes, apportées à la demande du Service Juridique.

Un nouveau délai est fixé au jeudi 12 mars 1992 à 12 H.



C. TROJAN
Secrétaire général adjoint

Copie : MM. BRINKHORST, KRENZLER, PERISSICH, FRISCH, DE ALMEIDA SERRA, DEWOST



CONFIDENTIEL

Proposition de décision du Conseil

relative à la position communautaire à adopter sur certaines propositions
soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur
le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages
menacées d'extinction, organisée à Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992.

(Soumise au Conseil par la Commission)

- 2 -

Exposé des motifs

Objet : Proposition de décision du Conseil

relative à la position communautaire à adopter sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction, organisée à Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992.

1. La 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) se tiendra à Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992.

2. Vu les effets des décisions prises par la conférence des parties sur l'application du règlement (CEE) No 3626/82 (1) du Conseil, il faut que conformément à l'article 113 du Traité, une position communautaire soit adoptée sur les propositions soumises à la conférence des parties.

3. Malheureusement, le secrétariat de la Convention n'a pas été en mesure de transmettre toutes les propositions dans des délais suffisants pour que la Communauté puisse décider de positions communautaires sur toutes les questions avant le début de la conférence des parties.

La Commission propose donc que le Conseil prenne ces décisions pour les questions les plus controversées qui figurent à l'ordre du jour de la réunion, et que la position communautaire sur les autres propositions soient établies au cours de la réunion, en se fondant sur les propositions faites dans ce but par la Commission.

(1) JO L n° 384 du 31.01.1982.

CONFIDENTIAL

DECISION DU CONSEIL

relative à la position communautaire
sur certaines propositions soumises à la 8^{ème} réunion
de la conférence des parties à la convention
sur le commerce international des espèces
de faune et de flore sauvages, organisées à
Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment
son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que la convention sur le commerce international des espèces de
faune et de flore sauvages est mise en application dans la Communauté par
le règlement (CEE) No 3626/82 (1) du Conseil;

considérant que des propositions de résolution et de modification des
annexes de la Convention sont susceptibles d'avoir des répercussions sur le
règlement;

considérant que la Communauté n'est pas encore partie contractante à la
Convention, bien qu'une modification dans ce sens ait été présentée depuis
1983 à l'accord des parties contractantes;

(1) JO L n° 384 du 31.12.1982, p. 1.

Considérant que dans ces circonstances particulières il revient aux Etats membres agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'intervenir sur ces propositions, dans le cadre d'une position commune à fixer par le Conseil;

DECIDE :

Article premier

La position que doivent prendre les Etats membres agissant au nom et pour le compte de la Communauté lors de la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction seront conformes à celles qui figurent à l'annexe de la présente décision.

Article 2

1. Si des informations techniques et scientifiques nouvelles présentées avant ou pendant la réunion de la conférence des parties sont susceptibles d'avoir des répercussions sur la position visée à l'article premier, celle-ci sera révisée en conséquence et une nouvelle position sur la proposition concernée sera établie avant que la conférence des parties ne soit appelée à voter à son sujet.
2. La position visée à l'article 1 sur les propositions qui ne font pas l'objet d'une telle position dans l'annexe sera établie avant que la conférence des parties ne soit appelée à voter à leur sujet.
3. Toute révision de la position visée à l'article premier, et l'établissement des positions visées à l'article 2, seront fondés sur une proposition de la Commission et adoptés à la majorité qualifiée.
4. Si il n'y a pas de majorité qualifiée pour soutenir ou rejeter une proposition, les Etats membres s'abstiendront.

Fait à Bruxelles,

Par le Conseil,

ANNEXE à la décision du Conseil du relative à la position communautaire sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

1. Mise en oeuvre de la Convention dans la Communauté économique européenne

1.1. Le Paraguay et l'Uruguay ont tous deux soumis à la conférence des parties un projet de résolution fondé sur l'allégation que les efforts de conservation des pays exportateurs d'animaux et de plantes sauvages sont compromis par la mise en oeuvre insuffisante par "certains membres" de la Communauté des contrôles commerciaux nécessaires.

1.2. Les résolutions sont formulées différemment, mais toutes deux demandent:

- des vérifications des documents de réexportation délivrés par les Etats membres de la Communauté, effectuées par d'autres parties avec les autorités de gestion des pays déclarés comme étant les pays d'origine ou avec le secrétariat;
- une évaluation par le secrétariat de la mise en oeuvre par la Communauté, à soumettre à la prochaine réunion de la conférence des parties;
- la non-ratification de la modification de la convention proposée en 1983 permettant l'adhésion de la Communauté".

1.3. La première recommandation concerne toutes les parties et non pas, assurément, la seule Communauté. La question a été suffisamment traitée dans les résolutions de la Conf. No 3.9, 6.3 et 6.4.

La deuxième recommandation est inappropriée parce que la Communauté n'est pas partie à la Convention et en conséquence n'est pas tenue de l'appliquer.

La troisième recommandation ne va pas dans le sens des objectifs de la convention. Tant que la Communauté n'est pas partie elle n'est pas liée par la convention et en l'absence de législation communautaire, les Etats membres ne seraient pas en mesure d'appliquer individuellement la convention.

1.4. Les Etats membres agissant au nom de la Communauté s'efforceront de faire retirer les propositions et, en cas d'échec, voteront contre elles.

2. Transfert des populations d'éléphants d'Afrique à l'annexe II

2.1. Les Etats membres agissant au nom de la Communauté soutiendront le transfert des populations du Botswana, de Namibie, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe à l'annexe II, justifié pour des raisons biologiques.

2.2. Cependant, étant donné les effets néfastes que l'on peut attendre d'une réouverture partielle du commerce de l'ivoire sur les populations de l'annexe I (augmentation du braconnage et du commerce illégal), les Etats membres refuseront le transfert de ces populations à moins que les pays concernés décident de ne pas pratiquer le commerce de l'ivoire, une décision qui devrait se refléter dans l'interprétation des annexes I et II par l'indication qu'il y aura un quota zéro pour l'ivoire. Certains signes portent à croire que les pays concernés sont prêts à accepter ce compromis.

2.3. Les Etats membres agissant au nom de la Communauté réviseront cette position après qu'il aura été déterminé si les recommandations correspondantes du jury d'experts sont respectées.

2.4. Les Etats membres agissant au nom de la Communauté rejeteront les propositions de transfert des populations du Malawi et de Zambie à l'annexe II, qui n'ont pas de justification biologique.

3. Proposition du Botswana, du Malawi, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe d'inclure le hareng dans l'annexe I

3.1. Il est clair que la proposition a été faite pour montrer que les pays développés ont d'autres problèmes à résoudre que la conservation de l'éléphant d'Afrique dans des pays qui ont démontré une gestion adéquate de cette ressource.

La proposition en tant que telle est toutefois dépourvue des données nécessaires pour répondre aux critères établis à Berne concernant l'inclusion d'espèces dans l'annexe I, et les Etats membres agissant au nom de la Communauté doivent donc la rejeter.

4. Proposition de la Suède de faire figurer à l'annexe I la liste des réserves de thon rouge de l'Atlantique Ouest et à l'annexe II celle de l'Atlantique Est

- Lors de sa 12ème réunion annuelle (Madrid, novembre 1991), la Commission internationale pour la conservation des thonides de l'Atlantique (CICTA) a renforcé les recommandations existantes pour la gestion des réserves de l'Atlantique Ouest (dont l'inclusion est proposée à l'annexe I), suggérant d'importantes réductions des TAC (total admissible des captures) et l'application de mesures de conservation (compensation des dépassements de quotas par la réduction des quotas ultérieurs et interdiction de capturer et de débarquer les jeunes).

- Seules de petites quantités de thon rouge sont importées par l'Italie, la Grèce et l'Espagne. Le Japon est le principal pays consommateur.

- Compte tenu des mesures ci-dessus, l'inclusion dans les Annexes CITES ne semble pas appropriée.

Les Etats membres agissant au nom de la Communauté rejeteront l'inclusion à la fois des réserves de l'Atlantique Ouest et de celles de l'Atlantique Est dans l'annexe I ou II.

5. Propositions concernant les bois exotiques

- inclusion dans l'annexe I de Dalbergia nigra, proposée par le Brésil;
- inclusion dans l'annexe II de:
 - Intsia, proposée par le Danemark et les Pays-bas;
 - Pericopsis elata, proposée par le Danemark et le Royaume-Uni;
 - Swietenia, proposée par le Costa Rica et les Etats-Unis;
 - Gonystylus bancanus, proposée par le Danemark et les Pays-Bas.

5.1. Les propositions ci-dessus ont soulevé des questions de compétence : compétence de la CITES par rapport à d'autres conventions internationales telles que l'OIBT.

5.2. L'inclusion des espèces de faune et de flore sauvages dans les annexes CITES doit être envisagée en fonction des besoins de conservation et des avantages qui découlent de cette inclusion.

5.3. Si de tels besoins et de tels avantages existent, et si la majorité des pays de l'aire de répartition des espèces proposées ne s'oppose pas à leur inclusion, les Etats membres agissant au nom de la Communauté soutiendront les propositions concernées.

5.4. Si cette majorité n'apparaît pas, les Etats membres agissant au nom de la Communauté rejetteront les propositions concernées; l'Etat membre qui aura présenté une telle proposition la retirera.

Bruxelles, le 10 mars 1992

Secrétariat Général

CONFIDENTIEL

SEC(92)448/2

NOTE POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

S U S P E N S I O N

PROCEDURE ECRITE E/286/92

Observations éventuelles à M. B. MICHEL - Tél. 52362 - BREY 13/12

Objet : Faune et flore menacées d'extinction
- 8ème conférence des parties

La procédure écrite E/286/92 (doc. SEC(92)448, du 4.3.1992) relative à la question sous objet, est suspendue de manière à permettre la vérification de la prise en compte des observations du Service juridique.

D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. BRINKHORST, KRENZLER, PERISSICH, FRISCH, DE ALMEIDA SERRA, DE VOST

Bruxelles, le 04 mars 1992

CONFIDENTIEL

SEC(92)448

NOTE POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE E/286/92
DELAÏ : MARDI 10 MARS 1992 - 12 H

Observations éventuelles à M.B. MICHEL - Tél. 52362 - BREY 13/12

Objet : Faune et flore menacées d'extinction
- 8ème conférence des parties

Proposition de M. RIPA DI MEANA

Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de décision du Conseil relative aux positions communes des Etats membres sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction, organisée à Kyoto (Japon), du 2 au 13 mars 1992;
- accompagné d'un exposé des motifs;
- ne pas publier au JOCE.

Commentaire :

Cette proposition tend à définir des positions communes des Etats membres au cours de la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Selon le service responsable, ce projet ne comporte pas d'incidences financières pour le budget communautaire.

D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. BRINKHORST, KRENZLER, PERISSICH, FRISCH, DE ALMEIDA SERRA, DEWOST

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s)

XI /B/2 Environnement, Sécurité Nucléaire et Protection Civile

Service(s) associé(s)

- pour accord -

I	Relations Extérieures	: Accord
III	Marché Intérieur et Affaires Industrielles	: Accord
VIII	Développement	: Accord
XIV	Pêche	: Accord

- pour avis -

SJ	Service Juridique	: Avis favorable
----	-------------------	------------------

Langue originale	: EN
------------------	------

La consultation du Parlement Européen : facultative et le Service responsable suggère de ne pas y recourir compte tenu de l'urgence du projet.

La consultation du CES : idem.

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL 11/101) pour consultation dans les langues officielles.

CONFIDENTIAL

Proposition de décision du Conseil

relative aux positions communes des Etats membres sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, organisée à Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992.

(Soumise au Conseil par la Commission)

Exposé des motifs

Objet : Proposition de décision du Conseil

relative aux positions communes des Etats membres sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction, organisée à Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992.

1. La 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) se tiendra à Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992.

2. Vu les effets des décisions prises par la conférence des parties sur l'application du règlement (CEE) No 3626/82 (1) du Conseil, il faut que les Etats membres, conformément à l'article 113 du Traité, adoptent des positions communes sur les propositions soumises à la conférence des parties.

3. Malheureusement, le secrétariat de la Convention n'a pas été en mesure de transmettre toutes les propositions dans des délais suffisants pour que la Communauté puisse décider de positions communes sur toutes les questions avant le début de la conférence des parties.

La Commission propose donc que le Conseil prenne ces décisions pour les questions les plus controversées qui figurent à l'ordre du jour de la réunion, et que les Etats membres établissent des positions communes sur les autres propositions au cours de la réunion, en se fondant sur les propositions faites dans ce but par la Commission.

(1) JO L n° 384 du 31.01.1982.

CONFIDENTIEL

DECISION DU CONSEIL

relative aux positions communes des Etats membres
sur certaines propositions soumises à la 8^{ème} réunion
de la conférence des parties à la convention
sur le commerce international des espèces
de faune et de flore sauvages, organisée à
Kyoto (Japon) du 2 au 13 mars 1992

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment
son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que la convention sur le commerce international des espèces de
faune et de flore sauvages est mise en application dans la Communauté par
le règlement (CEE) No 3626/82 (1) du Conseil;

considérant que des propositions de résolution et de modification des
annexes de la convention sont susceptibles d'avoir des répercussions sur le
règlement;

considérant que la Communauté n'est pas encore partie contractante à la
Convention, bien qu'une modification dans ce sens ait été présentée depuis
1983 à l'accord des parties contractantes;

(1) JO L n° 384 du 31.12.1982, p. 1.

Considérant que dans ces circonstances particulières il revient aux Etats membres d'intervenir sur ces propositions, dans le cadre d'une position commune à fixer par le Conseil;

DECIDE :

Article premier

Les positions communes que doivent prendre les Etats membres lors de la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction seront conformes à celles qui figurent à l'annexe de la présente décision.

Article 2

1. Si des informations techniques et scientifiques nouvelles présentées avant ou pendant la réunion de la conférence des parties sont susceptibles d'avoir des répercussions sur l'une des positions communes visées à l'article premier, les Etats membres la réviseront en conséquence et établiront une position commune sur la proposition concernée avant que la conférence des parties ne soit appelée à voter à son sujet.
2. Une position commune sur les propositions qui ne font pas l'objet d'une telle position dans l'annexe sera établie avant que la conférence des parties ne soit appelée à voter à leur sujet.
3. Toute révision des positions communes visées à l'article premier, et l'établissement des positions visées à l'article 2, seront fondés sur une proposition de la Commission et adoptés à la majorité qualifiée.
4. S'il n'y a pas de majorité qualifiée pour soutenir ou rejeter une proposition, les Etats membres s'abstiendront.

Fait à Bruxelles,

Par le Conseil,

ANNEXE à la décision du Conseil du relative aux positions communes des Etats membres sur certaines propositions soumises à la 8ème réunion de la conférence des parties à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

1. Mise en oeuvre de la Convention dans la Communauté économique européenne

1.1. Le Paraguay et l'Uruguay ont tous deux soumis à la conférence des parties un projet de résolution fondé sur l'allégation que les efforts de conservation des pays exportateurs d'animaux et de plantes sauvages sont compromis par la mise en oeuvre insuffisante par "certains membres" de la Communauté des contrôles commerciaux nécessaires.

1.2. Les résolutions sont formulées différemment, mais toutes deux demandent:

- des vérifications des documents de réexportation délivrés par les Etats membres de la Communauté, effectuées par d'autres parties avec les autorités de gestion des pays déclarés comme étant les pays d'origine ou avec le secrétariat;
- une évaluation par le secrétariat de la mise en oeuvre par la Communauté, à soumettre à la prochaine réunion de la conférence des parties;
- la non-ratification de la modification de la convention proposée en 1983 permettant l'adhésion de la Communauté".

1.3. La première recommandation concerne toutes les parties et non pas, assurément, la seule Communauté. La question a été suffisamment traitée dans les résolutions de la Conf. No 3.9, 6.3 et 6.4.

La deuxième recommandation est inappropriée parce que la Communauté n'est pas partie à la Convention et en conséquence n'est pas tenue de l'appliquer.

La troisième recommandation ne va pas dans le sens des objectifs de la convention. Tant que la Communauté n'est pas partie elle n'est pas liée par la convention et en l'absence de législation communautaire, les Etats membres ne seraient pas en mesure d'appliquer individuellement la convention.

1.4. Les Etats membres s'efforceront de faire retirer les propositions et, en cas d'échec, voteront contre elles.

2. Transfert des populations d'éléphants d'Afrique à l'annexe II

2.1. Les Etats membres soutiendront le transfert des populations du Botswana, de Namibie, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe à l'annexe II, justifié pour des raisons biologiques.

2.2. Cependant, étant donné les effets néfastes que l'on peut attendre d'une réouverture partielle du commerce de l'ivoire sur les populations de l'annexe I (augmentation du braconnage et du commerce illégal), les Etats membres refuseront le transfert de ces populations à moins que les pays concernés décident de ne pas pratiquer le commerce de l'ivoire, une décision qui devrait se refléter dans l'interprétation des annexes I et II par l'indication qu'il y aura un quota zéro pour l'ivoire. Certains signes portent à croire que les pays concernés sont prêts à accepter ce compromis.

2.3. Les Etats membres réviseront cette position après qu'il aura été déterminé si les recommandations correspondantes du jury d'experts sont respectées.

2.4. Les Etats membres rejeteront les propositions de transfert des populations du Malawi et de Zambie à l'annexe II, qui n'ont pas de justification biologique.

FORTROLIGT

VERTRAULICH

EMHETETIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

RESERVATISSIMO

VERTROUWELIJK

CONFIDENTIAL

3. Proposition du Botswana, du Malawi, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe d'inclure le hareng dans l'annexe I

3.1. Il est clair que la proposition a été faite pour montrer que les pays développés ont d'autres problèmes à résoudre que la conservation de l'éléphant d'Afrique dans des pays qui ont démontré une gestion adéquate de cette ressource.

La proposition en tant que telle est toutefois dépourvue des données nécessaires pour répondre aux critères établis à Berne concernant l'inclusion d'espèces dans l'annexe I, et les Etats membres doivent donc la rejeter.

4. Proposition de la Suède de faire figurer à l'annexe I la liste des réserves de thon rouge de l'Atlantique Ouest et à l'annexe II celle de l'Atlantique Est

- Lors de sa 12ème réunion annuelle (Madrid, novembre 1991), la Commission internationale pour la conservation des thonides de l'Atlantique (CICTA) a renforcé les recommandations existantes pour la gestion des réserves de l'Atlantique Ouest (dont l'inclusion est proposée à l'annexe I), suggérant d'importantes réductions des TAC (total admissible des captures) et l'application de mesures de conservation (compensation des dépassements de quotas par la réduction des quotas ultérieurs et interdiction de capturer et de débarquer les jeunes).

- Seules de petites quantités de thon rouge sont importées par l'Italie, la Grèce et l'Espagne. Le Japon est le principal pays consommateur.

- Compte tenu des mesures ci-dessus, l'inclusion dans les Annexes CITES ne semble pas appropriée.

- Les Etats membres rejettent l'inclusion à la fois des réserves de l'Atlantique Ouest et de celles de l'Atlantique Est dans l'annexe I ou II.

5. Propositions concernant les bois exotiques

- inclusion dans l'annexe I de Dalbergia nigra, proposée par le Brésil;
- inclusion dans l'annexe II de:
 - Intsia, proposée par le Danemark et les Pays-bas;
 - Pericopsis elata, proposée par le Danemark et le Royaume-Uni;
 - Swietenia, proposée par le Costa Rica et les Etats-Unis;
 - Gonystylus bancanus, proposée par le Danemark et les Pays-Bas.

5.1. Les propositions ci-dessus ont soulevé des questions de compétence : compétence de la CITES par rapport à d'autres conventions internationales telles que l'OIBT.

5.2. L'inclusion des espèces de faune et de flore sauvages dans les annexes CITES doit être envisagée en fonction des besoins de conservation et des avantages qui découlent de cette inclusion.

5.3. Si de tels besoins et de tels avantages existent, et si la majorité des pays de l'aire de répartition des espèces proposées ne s'oppose pas à leur inclusion, les Etats membres soutiendront les propositions concernées.

5.4. Si cette majorité n'apparaît pas, les Etats membres rejeteront les propositions concernées; l'Etat membre qui aura présenté une telle proposition la retirera.

VERTRAULICH

Vorschlag für einen Beschluss des Rates

über gemeinsame Standpunkte der Mitgliedstaaten zu bestimmten Vorschlägen, die auf der 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten pellebender Tiere und Pflanzen (CITES) vom 2. bis 13. März 1992 in Kyoto vorzulegen sind.

(Vorlage der Kommission an den Rat)

Begründung

Betrifft: Vorschlag für einen Beschluss des Rates

über gemeinsame Standpunkte der Mitgliedstaaten zu Vorschlägen, die auf der 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen vom 2. bis 13. März 1992 in Kyoto vorgelegt werden sollen.

1. Die 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen (CITES) findet vom 2. bis 13. März 1992 in Kyoto statt.
2. Angesichts der Beschlüsse der Konferenz der Parteien über die Durchführung der Verordnung des Rates (EWG) Nr. 3626/82 (1) haben die Mitgliedstaaten auf der Grundlage von Artikel 119 EWG-Vertrag gemeinsame Standpunkte über die der Konferenz der Parteien vorzulegenden Vorschläge festzulegen.
3. Leider war es dem Sekretariat des Übereinkommens nicht möglich, alle Vorschläge frühzeitig genug zu übermitteln, um der Gemeinschaft vor dem Beginn der Konferenz der Parteien die Festlegung eines gemeinsamen Standpunktes zu allen Fragen zu erlauben.

Die Kommission schlägt deshalb vor, dass der Rat über die dringendsten Punkte auf der Tagesordnung einen solchen Beschluss fasst und die Mitgliedstaaten auf der Sitzung und auf Grund der von der Kommission hierzu ausgearbeiteten Vorschläge gemeinsame Standpunkte zu den übrigen Punkten festlegen.

(1) ABl. Nr. L 334 vom 31. 12. 1982

VERTRAULICH

BESCHLUSS DES RATES

über gemeinsame Standpunkte der Mitgliedstaaten zu bestimmten Vorschlägen, die auf der 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen vom 2. bis 13. März 1992 in Kyoto vorzulegen sind

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN,

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

Auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Das Übereinkommen über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen ist in der Gemeinschaft mit Hilfe der Verordnung (EWG) Nr. 3626/82 (1) durchgeführt worden.

Vorschläge für Entschlüssungen und Änderungen der Anhänge des Übereinkommens fallen in den Geltungsbereich dieser Verordnung.

Die Gemeinschaft ist noch nicht Vertragspartei dieses Übereinkommens, obwohl eine diesbezügliche Änderung den Vertragsparteien bereits seit 1983 zur Annahme vorliegt.

(1) ABl. Nr. L 384 vom 31.12.1982, S. 1

Unter diesen besonderen Umständen liegt es an den Mitgliedstaaten, auf Grund eines gemeinsamen Standpunktes, der vom Rat festgelegt wird, hinsichtlich dieser Vorschläge zu handeln -

BESCHLIESST:

Artikel 1

Die von den Mitgliedstaaten auf der 8. Tagung der Konferenz der Parteien des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen einzunehmenden gemeinsamen Standpunkte müssen den im Anhang zu diesem Beschluss festgelegten Standpunkten entsprechen.

Artikel 2

1. Könnte ein in Artikel 1 genannter gemeinsamer Standpunkt durch wissenschaftliche oder technische Informationen, die vor oder auf der Tagung der Konferenz der Parteien eingereicht werden, beeinflusst werden, so überprüfen die Mitgliedstaaten ihren Standpunkt unter Berücksichtigung dieser Informationen und legen einen gemeinsamen Standpunkt zu diesem Vorschlag fest, bevor die Konferenz der Parteien darüber abzustimmen hat.
2. Zu Vorschlägen, für die der Anhang keinen gemeinsamen Standpunkt enthält, ist ein solcher festzulegen, bevor die Konferenz der Parteien darüber abzustimmen hat.
3. Jede Überprüfung eines gemeinsamen Standpunktes nach Artikel 1 und die Festlegung solcher Standpunkte nach Absatz 2 erfolgt auf Vorschlag der Kommission und wird mit qualifizierter Mehrheit beschlossen.
4. Kommt keine qualifizierte Mehrheit für oder gegen einen Vorschlag zu Stande, so enthalten sich die Mitgliedstaaten bei der Abstimmung ihrer Stimme.

Geschehen zu Brüssel,

Im Namen des Rates,

ANHANG zum Beschluss des Rates vom über gemeinsame Standpunkte der Mitgliedstaaten zu bestimmten Vorschlägen, die auf der 8. Konferenz der Parteien zum internationalen Übereinkommen über den Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen vorzulegen sind.

1. Durchführung des Übereinkommens in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft

1.1. Paraguay und Uruguay legten der Konferenz der Parteien einen Entwurf vor, in dem es heisst, die Erhaltungsanstrengungen der Länder, die freilebende Tiere und Pflanzen ausführen, werden durch ungenügende Durchführung der erforderlichen Kontrollen des Handels durch "bestimmte Mitglieder" der Gemeinschaft zunichte gemacht.

1.2. Die beiden Entschliessungen sind unterschiedlich abgefasst, doch verfolgen sie die gleichen Ziele:

- Prüfung der von Mitgliedsländern der Gemeinschaft ausgestellten Wiederausfuhrdokumente durch andere Parteien zusammen mit der Vollzugsbehörde des angegebenen Landes oder dem Sekretariat
- Beurteilung der Massnahmen der Gemeinschaft zur Durchführung des Übereinkommens durch das Sekretariat und Vorlage dieser Beurteilung auf der nächsten Tagung der Konferenz der Parteien
- Nichtratifizierung der Änderungen von 1983, die den Beitritt der Gemeinschaft zu diesem Übereinkommen ermöglichen.

1.3. Die erste Empfehlung betrifft alle Parteien und sicherlich nicht nur die Gemeinschaft. Diese Frage wurde in den Entschliessungen Conf. 3.9., Conf. 6.3. und Conf. 6.4. ausreichend behandelt.

Die zweite Empfehlung ist nicht angebracht, weil die Gemeinschaft nicht Vertragspartei des Übereinkommens ist und es deshalb nicht anwenden muss.

Die dritte Empfehlung ist nicht im Interesse der Ziele des Übereinkommens. Solange die Gemeinschaft nicht Vertragspartei ist, ist sie durch das Übereinkommen nicht gebunden, und ohne Gemeinschaftsvorschriften sind die Mitgliedstaaten nicht dazu fähig, dieses im Alleingang durchzuführen.

1.4. Die Mitgliedstaaten bemühen sich, den Rückzug der Vorschläge zu erreichen, und, falls dies nicht gelingt, stimmen sie dagegen.

2. Übertragung von Populationen des Afrikanischen Elephanten in Anhang II

2.1. Die Mitgliedstaaten unterstützen die Übertragung der Populationen Botswanas, Namibias, Südafrikas und Zimbabwes in Anhang II, wenn dies biologisch gerechtfertigt ist.

2.2. Angesichts der negativen Auswirkungen einer teilweisen Wiederaufnahme des Elfenbeinhandels auf die Populationen in Anhang I (Zunahme des Wilderns und widerrechtlichen Handels) lehnen die Mitgliedstaaten die Übertragung dieser Populationen jedoch ab, sofern die betreffenden Länder sich nicht verpflichten, keinen kommerziellen Elfenbeinhandel zu treiben; diese Verpflichtung sollte sich auf die Auslegung der Anhänge I und II dadurch auswirken, dass die Elfenbeinquote auf Null festgelegt wird. Es gibt Angaben dafür, dass die beteiligten Länder diesen Kompromiss annehmen könnten.

2.3. Die Mitgliedstaaten verpflichten sich, diesen Standpunkt auf der Grundlage der künftigen Beurteilung der Frage neu zu prüfen, ob die einschlägigen Empfehlungen der Sachverständigengruppe erfüllt sind.

2.4. Die Mitgliedstaaten lehnen die Übertragung der Populationen Malawis und Zambias in Anhang II, die biologisch nicht gerechtfertigt ist, ab.

3. Vorschlag Botswanas, Sambias und Simbabwe zur Aufnahme des Herings in Anhang I

3.1. Der Vorschlag ist eindeutig darauf ausgerichtet, zu zeigen, dass die industrialisierten Länder andere Probleme haben als die Erhaltung des Afrikanischen Elefanten in Ländern, die gezeigt haben, dass sie diese Ressource selbst verwalten können.

Dem Vorschlag fehlen jedoch die zur Einhaltung des Übereinkommens von Bern notwendigen Daten bezüglich der Einstufung der Art in Anhang I, so dass die Mitgliedstaaten diesen Vorschlag ablehnen.

4. Schwedischer Vorschlag zur Einstufung der westatlantischen Bestände des roten Thuns in Anhang I und der ostatlantischen Bestände in Anhang II

- Auf ihrer 12. Tagung vom November 1991 in Madrid verstärkte die Internationale Kommission für die Erhaltung des atlantischen Thunfisches (ICCAT) die bereits erlassenen Empfehlungen für die Nutzung der westatlantischen Bestände (deren Aufnahme in Anhang I vorgeschlagen wird) und schlug bedeutende Verminderungen der insgesamt zulässigen Fänge sowie die Verstärkung der Schutzmassnahmen vor (Kompensation von überschrittenen Quoten durch Verminderung der darauffolgenden Quoten und Verbot des Fangs und Anlandbringens von Jungfischen).

- Italien, Griechenland und Spanien führen nur geringe Mengen Thunfisch ein. Das wichtigste Verbraucherland ist Japan.

- Angesichts der obenerwähnten Massnahmen erscheint die Aufnahme in CITES nicht geeignet.

- Die Mitgliedstaaten lehnen die Aufnahme sowohl der west- als auch der ostatlantischen Bestände in Anhang I oder II ab.

5. Vorschläge für tropische Hölzer

- Aufnahme von Dalbergia nigra in Anhang I auf Vorschlag Brasiliens
- Aufnahme folgender Arten in Anhang II:
 - Intsia spp. auf Vorschlag Dänemarks und der Niederlande
 - Pericopsis elata auf Vorschlag Dänemarks und des Vereinigten Königreichs
 - Swietenia spp. auf Vorschlag von Costa Rica und des Vereinigten Königreichs
 - Gonystylus bancanus auf Vorschlag Dänemarks und der Niederlande

5.1 Die oben dargelegten Vorschläge haben Fragen der Zuständigkeit aufgeworfen: Abgrenzung der Zuständigkeit von CITES gegenüber anderen internationalen Vereinbarungen wie ITTO.

5.2 Die Einstufung freilebender Tier- und Pflanzenarten in den Anhängen des CITES ist unter Berücksichtigung des Schutzbedarfs und des Nutzens dieser Einstufung vorzunehmen.

5.3 Sind ein solcher Bedarf und Nutzen tatsächlich vorhanden und widersetzen sich die Arealstaaten dieser Aufnahme nicht mehrheitlich, so unterstützen die Mitgliedstaaten diesen Vorschlag.

5.4 Kommt eine solche Mehrheit nicht zustande, so lehnen die Mitgliedstaaten den Vorschlag ab oder ziehen ihn - falls er von einem Mitgliedstaat eingereicht wurde - zurück.

FORTROLIGT

VERTRAULICH

EMHETEXTIKO

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

XI/82/92 - Orig.

CONFIDENTIAL

Proposal for a Council Decision

on common positions of Member States on certain proposals submitted to the 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, Kyoto, Japan, 2-13 March 1992.

(Submitted by the Commission to the Council)

Communication to the Commission
(submitted by Mr. Ripa di Meana)

Subject : Draft proposal for a Council Decision on common positions of Member States on certain proposals submitted to the 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, Kyoto, Japan, 2-13 March 1992.

1. The 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) will be held in Kyoto, Japan, from 2 to 13 March 1992.
2. As on previous occasions, it is necessary for the Member states to adopt common positions on proposals submitted to the Conference.

* * * * *

It is proposed that the Commission adopt the attached proposal for a Council Decision.

Explanatory memorandum

Subject : Proposal for a Council Decision

on common positions of Member States on certain proposals submitted to the 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, Kyoto, Japan, 2-13 March 1992.

1. The 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) will be held in Kyoto, Japan, from 2 to 13 March 1992.
2. In view of the effects of decisions taken by the Conference of the Parties on the implementation of Council Regulation (EEC) No. 3626/82¹⁾, it is necessary for the Member States, on the basis of Article 113 of the Treaty, to adopt common positions on proposals submitted to the Conference of the Parties.
3. Unfortunately the Secretariat to the Convention has not been in a position to transmit all proposals in time for the Community to take its decision on common positions on all issues before the start of the meeting of the Conference of the Parties.

The Commission therefore proposes that the Council take such a decision on the most controversial issues on the agenda of the meeting and that Member States establish common positions on the remaining proposals during the meeting and on the basis of proposals from the Commission to that effect.

1) OJ L384 of 31.12.1982

CONFIDENTIAL

COUNCIL DECISION

on common positions of Member States on certain proposals submitted to the 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, to be held in Kyoto, Japan, from 2 to 13 March 1992

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 113 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas the Convention on International Trade in Endangered Species of wild fauna and flora is implemented in the Community by Council Regulation (EEC) No. 3626/82¹;

Whereas proposals for resolutions and amendments to the Appendices of the Convention are susceptible to affect the Regulation;

Whereas the Community is not yet a contracting party to the Convention, although an amendment for this purpose is before the contracting parties for their acceptance, since 1983;

¹ O.J. No. L 384 of 31.12.1982, p.1

Whereas in these special circumstances it is for the Member States to act with respect to the proposals, within the framework of a common position to be decided by the Council;

HAS DECIDED AS FOLLOWS :

Article 1

The common positions of Member States to be taken at the 8th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species of wild fauna and flora shall be in accordance with the positions contained in the annex to this decision.

Article 2

1. Where a common position referred to in Article 1 is likely to be affected by new scientific or technical information presented before or during the meeting of the Conference of the Parties, Member States shall review their position in the light thereof and establish a common position on the proposal concerned before the Conference of the Parties is called to vote on it.
2. On proposals on which a common position is not contained in the annex, such a position shall be established before the Conference of the Parties is called to vote on them.
3. Any review of the common positions referred to in Article 1 and the establishment of such positions referred to in paragraph 2 shall be based on a proposal from the Commission and decided with a qualified majority.
4. Where no qualified majority in support of or to reject a proposal can be achieved, Member States shall abstain.

Done at Brussels,

For the Council,

ANNEX to Council Decision of on Common positions of Member States on certain proposals submitted to the 8th meeting of the Conference of the parties to the Convention on International trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora.

1. Implementation of the Convention in the European Economic Community

1.1. Both Paraguay and Uruguay submitted a draft resolution to the Conference of the Parties on the basis of the claim that the conservation efforts of wildlife exporting countries are being undermined by the poor implementation of the necessary trade controls by "certain members" of the Community.

1.2. The Resolutions are differently worded but both aim at :

- checks by other Parties of re-export documents issued by Community Member States with the Management Authorities of the declared countries of origin or with the Secretariat
- an evaluation by the Secretariat of the implementation by the Community to be submitted to the next meeting of the Conference of the Parties
- the non-ratification of the 1983 amendment to the Convention allowing Community accession.

1.3. The first recommendation concerns all Parties and certainly not just the Community. The issue was sufficiently addressed by Resolutions Conf. 3.9. Conf. 6.3 and Conf. 6.4.

The second recommendation is inappropriate because the Community is not a Party to the Convention and therefore not obliged to implement it.

The third recommendation is not in the interest of the aims of the Convention. As long as the Community is not a Party it is not bound by the Convention and in the absence of Community legislation member States would not be able to implement the Convention individually.

1.4. Member States shall endeavour to have the proposals withdrawn and if this is not successful vote against it.

2. The transfer of African elephant populations to Appendix II

2.1. Member States shall support the transfer of the populations of Botswana, Namibia, South-Africa and Zimbabwe to Appendix II on the basis of the biological justification thereof.

2.2. In view of the negative effects to be expected from a partial re-opening of the ivory trade on Appendix I populations (increase of poaching and illegal trade) Member States shall, however, reject the transfer of these populations unless the countries concerned undertake to not to commercially trade in ivory, an undertaking that should be reflected in the Interpretation of Appendices I and II by the indication that there shall be a zero-quota on ivory. There are indications that the countries concerned are willing to agree to this compromise.

2.3. Member States shall undertake to reconsider this position on the basis of the future assessment of the question whether or not the relevant recommendations from the Panel of Experts are met.

2.4. Member States shall reject the proposals to transfer the populations of Malawi and Zambia to Appendix II for which there is no biological justification.

3. The Botswana/Malawi/Namibia/Zambia/Zimbabwe proposal to include the herring in Appendix I

3.1. The proposal was clearly made to make clear that the developed world has other problems to attend to than the conservation of the African elephant in countries that have shown to properly manage that resource.

The proposal as such, however, lacks the necessary data for meeting the Berne criteria for the inclusion of species in Appendix I and Member States shall therefore reject it.

4. The Swedish proposal to list the West Atlantic stocks of Bluefin tuna in Appendix I and those of the East Atlantic in Appendix II

- At its 12th Annual Meeting (Madrid, November 1991) the International Commission for the Conservation of Atlantic Tuna (ICCAT) strengthened existing recommendations for the management of the West Atlantic stocks (proposed for inclusion in Appendix I) suggesting important TAC (Total Allowable Catch) reductions and the enforcement of conservation measures (compensation of exceeded quotas by reduction of subsequent quotas and prohibition of the taking and landing of juveniles).
- Only small quantities of bluefin tuna are imported by Italy, Greece and Spain. Japan is the main consumer country.
- In view of the above measures, inclusion in CITES appears not to be appropriate.
- Member States shall reject the inclusion of both the West and East Atlantic stocks in Appendix I or II.

5. Proposals with regard to tropical timbers

- Inclusion in Appendix I of Dalbergia nigra, proposed by Brazil;
- Inclusion in Appendix II of :
- Intsia spp., proposed by Denmark and The Netherlands;
- Pericopsis elata, proposed by Denmark and the United Kingdom;
- Swietenia spp., proposed by Costa Rica and the United States;
- Gonystylus bancanus, proposed by Denmark and The Netherlands.

5.1. The above proposals have given rise to questions about competence : CITES competence in relation to other international conventions such as ITTO.

5.2. The listing of species of wild fauna and flora in the CITES Appendices should be considered in the light of the conservation needs for and the benefits of such listing.

5.3. If there are such needs and benefits and if a majority of the range states of the proposed species does not object to their inclusion, Member States shall support the proposals concerned.

5.4. If such a majority cannot be found, Member States shall reject the proposals concerned or where a Member States submitted such a proposal, it shall withdraw it.